

LAWBOT DB

1. **Question : Quelle est la source légale du Code de la Famille ?**

Réponse : Le Code de la Famille est basé sur la loi n° 70-03, promulguée par le Dahir n° 1-04-22 du 3 février 2004.

2. **Question : À qui s'applique le Code de la Famille ?**

Réponse : Le Code de la Famille s'applique à tous les Marocains, y compris ceux ayant une autre nationalité, aux réfugiés, et aux relations impliquant au moins une personne marocaine.

3. **Question : Quelle est la définition du mariage selon l'article 4 ?**

Réponse : Le mariage est un pacte fondé sur le consentement mutuel entre un homme et une femme pour établir une union légale et durable.

4. **Question : Que prévoit l'article 5 sur les fiançailles ?**

Réponse : Les fiançailles sont une promesse mutuelle de mariage et peuvent être rompues librement par l'une ou l'autre partie.

5. **Question : Quels droits a l'épouse en cas de rupture des fiançailles ?**

Réponse : L'épouse peut demander la restitution des présents offerts par le fiancé, sauf si la rupture est de sa faute.

6. **Question : Quelles conditions doivent être remplies pour un mariage valide ?**

Réponse : Les conditions incluent le consentement mutuel, la capacité des époux, l'absence d'empêchements légaux, et le constat par deux adouls (notaires religieux).

7. **Question : Quel âge minimum est requis pour le mariage ?**

Réponse : L'âge minimum est de 18 ans pour les hommes et les femmes, sauf autorisation spéciale du juge.

8. **Question : Quelles sont les conditions de la polygamie selon l'article 41 ?**

Réponse : La polygamie est autorisée sous conditions strictes, notamment la capacité de traiter équitablement toutes les épouses et l'obtention d'une autorisation judiciaire.

9. **Question : Quels droits sont conférés aux enfants par le Code de la Famille ?**

Réponse : Les enfants ont droit à la protection, à une identité légale, à la garde, à la pension alimentaire, et à une éducation.

10. **Question : Comment le Code de la Famille protège-t-il les femmes contre le divorce abusif ?**

Réponse : Le divorce doit être autorisé par le tribunal, et les droits de la femme et des enfants doivent être garantis avant sa conclusion.

11. **Question : Que stipule l'article 6 concernant la période des fiançailles ?**

Réponse : Pendant la période des fiançailles, les deux parties peuvent librement rompre la promesse de mariage. Cette période dure jusqu'à la conclusion de l'acte de mariage.

12. **Question : Que prévoit l'article 9 en cas de décès d'un des fiancés après le versement du Sadaq (dot) ?**

Réponse : Si le fiancé ou la fiancée décède avant le mariage, la dot ou sa valeur peut être réclamée par le survivant ou ses héritiers.

13. **Question : Quelles conditions sont nécessaires pour la conclusion d'un mariage par procuration ?**

Réponse : Selon l'article 17, un mariage par procuration est possible si une autorisation

judiciaire est obtenue et que le mandataire dispose d'une procuration établie de manière authentique ou sous seing privé avec légalisation.

14. Question : Qu'est-ce qu'un empêchement au mariage selon l'article 35 ?

Réponse : Les empêchements au mariage peuvent être perpétuels (par parenté ou allaitement) ou temporaires (polygamie non conforme, période de viduité, etc.).

15. Question : Comment le Code traite-t-il la polygamie en cas de conditions contraires posées par la première épouse ?

Réponse : Si la première épouse a stipulé dans le contrat de mariage que son mari ne prendra pas d'autres épouses, cette condition doit être respectée. En cas de non-respect, elle peut demander le divorce.

16. Question : Quelles sont les obligations principales des époux selon l'article 51 ?

Réponse : Les époux ont des devoirs réciproques, incluant la cohabitation légale, le respect mutuel, la gestion partagée des affaires du foyer, et la protection des enfants.

17. Question : Que prévoit l'article 54 pour l'enfant handicapé ?

Réponse : L'enfant handicapé a droit à une protection spécifique, incluant une éducation et une formation adaptées pour faciliter son insertion sociale.

18. Question : Quels sont les documents requis pour établir un acte de mariage ?

Réponse : Selon l'article 65, il faut un extrait d'acte de naissance, une attestation administrative, un certificat médical, et l'autorisation du juge pour certains cas spécifiques (mariage de mineur, polygamie, etc.).

19. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu sans respect des conditions légales ?

Réponse : Un mariage non valide peut être déclaré nul ou vicié par le tribunal, avec des conséquences juridiques comme la perte de certains droits (article 57).

20. Question : Comment le Code garantit-il l'équité dans la gestion des biens acquis pendant le mariage ?

Réponse : L'article 49 stipule que les époux peuvent convenir des conditions de gestion et de partage des biens dans un document distinct. En cas de désaccord, le juge évalue les contributions respectives.

21. Question : Quelle est la définition du mariage selon le Code de la Famille ?

Réponse : Le mariage est un pacte fondé sur le consentement mutuel entre un homme et une femme pour établir une union légale et durable, conformément à l'article 4.

22. Question : Quelles sont les obligations des fiancés pendant la période des fiançailles ?

Réponse : Pendant les fiançailles, aucune obligation légale n'est imposée. Toutefois, chaque partie peut demander la restitution des présents en cas de rupture (article 8).

23. Question : Quels sont les types d'empêchements au mariage selon le Code de la Famille ?

Réponse : Les empêchements sont classés en deux catégories :

- **Perpétuels** : parenté directe, alliance ou allaitement.
- **Temporaires** : polygamie illégale, mariage avec une personne en période de viduité ou de continence, etc. (articles 35-39).

24. Question : Que dit le Code sur l'âge minimal du mariage ?

Réponse : L'âge minimal pour se marier est de 18 ans pour les hommes et les femmes. Cependant, le juge peut accorder une autorisation spéciale pour des mineurs, selon l'article 19.

25. Question : Quelles sont les règles entourant la polygamie ?

Réponse : La polygamie est soumise à des conditions strictes :

- Une justification exceptionnelle doit être présentée.
- Le tribunal doit s'assurer que le mari peut traiter équitablement ses épouses.
- La première épouse doit donner son consentement (articles 40-45).

26. Question : Quels documents sont nécessaires pour contracter un mariage à l'étranger ?

Réponse : Les Marocains résidant à l'étranger doivent fournir un acte de mariage conforme aux lois locales, accompagné de deux témoins musulmans, et enregistrer l'acte auprès des autorités marocaines (article 15).

27. Question : Quelles dispositions le Code prévoit-il pour les femmes en cas de divorce ?

Réponse : En cas de divorce, le Code garantit les droits de la femme, notamment le versement du Sadaq (dot) dû, la pension alimentaire, et la garde des enfants, si applicable (articles 31-33).

28. Question : Comment le Code de la Famille protège-t-il les enfants ?

Réponse : Le Code oblige les parents à assurer la santé, l'éducation, l'identité légale, et une croissance équilibrée de leurs enfants. L'intérêt supérieur de l'enfant est prioritaire dans toutes les décisions (article 54).

29. Question : Que prévoit l'article 47 sur les conditions ajoutées au contrat de mariage ?

Réponse : Les époux peuvent inclure des conditions spécifiques dans leur contrat de mariage. Ces conditions sont valides si elles ne violent pas les principes fondamentaux du mariage.

30. Question : Quelles sont les conséquences légales d'un mariage non valide ?

Réponse : Un mariage non valide (nul ou vicié) peut entraîner l'annulation du mariage. Après consommation, certains effets comme le droit à la filiation et au Sadaq peuvent être reconnus (articles 57-64).

31. Question : Quels critères le tribunal utilise-t-il pour autoriser la polygamie ?

Réponse : Le tribunal examine la justification exceptionnelle présentée par le mari, sa capacité financière à subvenir aux besoins de plusieurs foyers, et son aptitude à garantir l'équité entre les épouses (articles 42-44).

32. Question : Que faire si un mariage est conclu sans acte officiel ?

Réponse : Si un mariage n'a pas été formalisé par un acte, une action en reconnaissance de mariage peut être intentée. Le tribunal peut accepter des preuves comme des témoignages ou des expertises (article 16).

33. Question : Comment le Code aborde-t-il les biens acquis pendant le mariage ?

Réponse : Les époux peuvent établir un accord distinct pour gérer les biens acquis en commun. En cas de désaccord, le juge détermine la contribution de chacun selon les preuves (article 49).

34. Question : Quels sont les droits des femmes concernant la tutelle matrimoniale ?

Réponse : La femme majeure a le droit de se marier sans tuteur matrimonial, sauf si elle choisit de déléguer ce droit à un proche, selon l'article 24.

35. Question : Que prévoit l'article 78 sur le divorce sous contrôle judiciaire ?

Réponse : Le divorce sous contrôle judiciaire peut être demandé par l'époux ou l'épouse. Il doit être validé par le tribunal, qui veille à protéger les droits des enfants et de l'épouse.

36. Question : Que stipule l'article 70 concernant la dissolution du mariage ?

Réponse : La dissolution du mariage par divorce ou résiliation ne doit intervenir

qu'exceptionnellement, en prenant en compte la règle du moindre mal pour protéger la famille et les enfants.

37. Question : Dans quels cas un mariage peut-il être résilié avant ou après sa consommation ?

Réponse : Un mariage peut être résilié en cas de contrainte, dol, ou si l'une des conditions essentielles n'est pas remplie, comme l'absence de tutelle ou une maladie grave (articles 61-63).

38. Question : Quels sont les effets d'un mariage valide selon l'article 50 ?

Réponse : Un mariage valide produit des effets légaux, notamment des droits et devoirs entre les époux, ainsi qu'envers les enfants et les proches.

39. Question : Que prévoit le Code concernant la garde des enfants en cas de divorce ?

Réponse : La garde est généralement confiée à la mère, suivie du père, puis de la grand-mère maternelle. Le juge privilégie toujours l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

40. Question : Quelles sont les conditions de paiement du Sadaq (dot) ?

Réponse : Le Sadaq peut être payé d'avance, à terme, ou partiellement. En cas de divorce avant consommation, seule la moitié est due. Après consommation, la totalité est acquise à l'épouse (articles 30-32).

41. Question : Quels sont les droits des conjoints en matière de gestion de leur patrimoine ?

Réponse : Chaque conjoint conserve son patrimoine propre, mais ils peuvent convenir d'un accord pour la gestion et la répartition des biens acquis pendant le mariage (article 49).

42. Question : Comment le Code aborde-t-il la reconnaissance de paternité en l'absence d'acte de mariage ?

Réponse : Le tribunal peut établir la filiation en se basant sur des preuves comme des témoignages, des expertises, ou d'autres éléments probants (article 16).

43. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu en violation des règles de la polygamie ?

Réponse : Le mariage peut être annulé ou résilié. La première épouse peut demander le divorce et des compensations pour préjudice subi (articles 40-45).

44. Question : Quels sont les devoirs des parents envers leurs enfants selon l'article 54 ?

Réponse : Les parents doivent veiller à la santé, à l'éducation, et à l'intégrité physique et psychologique de leurs enfants, tout en leur assurant un environnement stable.

45. Question : Quelles sont les dispositions pour les Marocains résidant à l'étranger concernant le mariage ?

Réponse : Ils doivent suivre les formalités locales, tout en respectant les conditions du Code marocain (consentement, absence d'empêchements légaux, etc.) et enregistrer leur mariage auprès des consulats marocains (articles 14-15).

46. Question : Que prévoit l'article 20 sur le mariage des mineurs ?

Réponse : Le mariage des mineurs peut être autorisé par le juge, après consultation des parents et une expertise sociale ou médicale. Cette décision est non susceptible de recours.

47. Question : Quelles obligations le mari a-t-il envers l'épouse en cas de polygamie ?

Réponse : Le mari doit garantir une équité totale entre ses épouses, notamment en matière de logement, de pension alimentaire, et de traitement général (article 41).

48. Question : Comment le Code traite-t-il les clauses conditionnelles dans les contrats de mariage ?

Réponse : Les clauses conditionnelles sont valides si elles garantissent un intérêt légitime et ne contredisent pas les principes fondamentaux du mariage (article 47).

49. **Question : Quelle est la procédure en cas de divorce par consentement mutuel ?**

Réponse : Les deux époux doivent obtenir l'approbation du juge. Le tribunal veille à ce que les droits des enfants et de l'épouse soient protégés avant de prononcer le divorce (article 114).

50. **Question : Que faire si un époux subit une contrainte ou un dol au moment du mariage ?**

Réponse : L'époux lésé peut demander la résiliation du mariage dans un délai maximum de deux mois après la levée de la contrainte ou la découverte du dol (article 63).

51. **Question : Quels sont les droits des proches parents après un mariage ?**

Réponse : Le mariage peut engendrer des empêchements légaux au mariage pour les proches parents, notamment par alliance ou allaitement (article 55).

52. **Question : Comment le Code protège-t-il les femmes contre les divorces abusifs ?**

Réponse : Le divorce ne peut être prononcé que sous contrôle judiciaire, avec une garantie que les droits financiers et familiaux de l'épouse soient respectés (articles 78-84).

53. **Question : Quels sont les droits de l'enfant en cas de séparation des parents ?**

Réponse : L'enfant a droit à une garde adaptée, à une pension alimentaire, et à un logement. Ces droits sont toujours évalués selon son intérêt supérieur (article 54).

54. **Question : Quelles sanctions sont prévues pour les manœuvres dolosives lors d'un mariage ?**

Réponse : Les manœuvres dolosives visant à obtenir une autorisation de mariage sont punies selon l'article 366 du Code pénal, et la partie lésée peut demander réparation (article 66).

55. **Question : Quels effets juridiques produit un mariage vicié ?**

Réponse : Un mariage vicié peut être validé après consommation si certaines conditions sont remplies, ou annulé avec des conséquences limitées si aucune consommation n'a eu lieu (articles 59-61).

56. **Question : Quelles sont les obligations mutuelles des époux selon le Code ?**

Réponse : Les époux doivent respecter la cohabitation légale, maintenir une relation de respect et d'affection, gérer ensemble les affaires du foyer, et veiller à l'intérêt des enfants (article 51).

57. **Question : Que prévoit le Code pour les cas de mariage d'un handicapé mental ?**

Réponse : Le mariage peut être autorisé par un juge sur présentation d'un rapport médical. L'autre partie doit être majeure et donner son consentement explicite (article 23).

58. **Question : Comment est déterminé le montant du Sadaq (dot) en l'absence d'accord ?**

Réponse : Si aucun montant n'est fixé par les époux, le tribunal détermine la dot en fonction du milieu social des conjoints après consommation du mariage (article 27).

59. **Question : Quelles sont les conséquences d'un divorce avant la consommation du mariage ?**

Réponse : En cas de divorce avant consommation, l'épouse a droit à la moitié du Sadaq fixé, sauf dans les cas spécifiques où le mariage est résilié ou annulé (article 32).

60. **Question : Que se passe-t-il si une femme demande le divorce pour manquement du mari à une condition de mariage ?**

Réponse : Elle peut demander un divorce judiciaire. Le juge évalue si la condition stipulée dans le contrat a été violée et prend une décision en conséquence (article 94).

61. Question : Comment sont répartis les devoirs parentaux en cas de séparation ?

Réponse : Les devoirs des parents, comme la garde et la pension alimentaire, sont répartis par le juge en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

62. Question : Quelles sont les règles applicables à la garde des enfants après un divorce ?

Réponse : La garde est accordée en priorité à la mère, suivie du père, puis de la grand-mère maternelle, sous réserve des capacités de chacun à s'occuper de l'enfant (article 54).

63. Question : Que prévoit l'article 46 en cas de mariage avec une seconde épouse ?

Réponse : Le consentement explicite de la seconde épouse doit être obtenu après qu'elle ait été informée de l'existence de la première épouse. Ce consentement est consigné officiellement.

64. Question : Quels sont les délais pour l'enregistrement d'un mariage contracté à l'étranger ?

Réponse : Les Marocains résidant à l'étranger doivent enregistrer leur mariage auprès des consulats marocains dans un délai de trois mois (article 15).

65. Question : Que prévoit l'article 74 en cas de disparition ou de décès présumé ?

Réponse : Un jugement déclaratif de décès peut être rendu. Si la personne réapparaît, les effets du jugement peuvent être annulés, sauf en cas de remariage consommé (article 75).

66. Question : Comment le Code protège-t-il les enfants nés hors mariage ?

Réponse : Le tribunal peut reconnaître la paternité en se basant sur des preuves comme des tests ADN ou d'autres éléments probants, afin de protéger les droits de l'enfant (article 9).

67. Question : Quelles sont les obligations du mari en cas de divorce sous contrôle judiciaire ?

Réponse : Le mari doit s'acquitter de tous les droits financiers de l'épouse et des enfants, y compris la pension alimentaire et le logement, avant la finalisation du divorce (articles 84-85).

68. Question : Que faire si une condition du contrat de mariage devient insupportable à exécuter ?

Réponse : La partie concernée peut demander au tribunal de l'exempter de cette condition ou de la modifier en raison de circonstances nouvelles (article 48).

69. Question : Que stipule le Code concernant le mariage entre musulmans et non-musulmans ?

Réponse : Une femme musulmane ne peut pas épouser un non-musulman. Un homme musulman peut épouser une femme appartenant aux gens du Livre (article 39).

70. Question : Que prévoit le Code pour protéger la dignité de l'épouse lors du mariage ?

Réponse : Le mariage doit être conclu sur la base de l'égalité et du respect mutuel, avec des conditions qui ne portent pas atteinte à la dignité de l'épouse (articles 4 et 47).

71. Question : Quels documents sont nécessaires pour constituer un dossier de mariage ?

Réponse : Le dossier doit inclure un extrait d'acte de naissance, une attestation administrative, un certificat médical, et l'autorisation du juge pour certains cas (article 65).

72. Question : Comment est transcrit un acte de mariage ?

Réponse : L'acte de mariage est transcrit dans un registre de la justice de la famille, et un extrait est envoyé à l'officier d'état civil du lieu de naissance des époux (article 68).

73. Question : Quelles sanctions sont prévues pour une fausse déclaration lors de la procédure de mariage ?

Réponse : Les auteurs de manœuvres dolosives ou de fausses déclarations encourent des sanctions prévues par l'article 366 du Code pénal, et le mariage peut être annulé (article 66).

74. Question : Que prévoit le Code pour la dissolution du mariage moyennant compensation (Khol) ?

Réponse : La femme peut demander un divorce moyennant une compensation financière à l'époux, sous contrôle judiciaire (article 72).

75. Question : Comment est organisé le divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Les deux parties doivent soumettre une demande conjointe au tribunal, qui veille à garantir leurs droits et ceux des enfants avant de prononcer le divorce (article 114).

76. Question : Quels sont les droits de la femme divorcée en matière de logement pour les enfants ?

Réponse : Le Code prévoit que la femme divorcée, gardienne des enfants, doit bénéficier d'un logement approprié pour eux, distinct de la pension alimentaire (article 54).

77. Question : Que prévoit le Code concernant la dot en cas de divorce par consentement mutuel avant consommation ?

Réponse : L'épouse a droit à la moitié de la dot fixée, sauf si elle renonce volontairement à cette part dans le cadre de l'accord de divorce (article 32).

78. Question : Quels éléments doivent figurer dans un acte de mariage selon l'article 67 ?

Réponse : L'acte doit mentionner les noms des époux, leur consentement, le montant du Sadaq, les conditions convenues, les signatures des adouls, et l'approbation du juge.

79. Question : Que dit le Code au sujet du mariage d'une femme musulmane avec un non-musulman ?

Réponse : Une femme musulmane ne peut pas se marier avec un non-musulman. Cette interdiction est considérée comme un empêchement temporaire (article 39).

80. Question : Quelle est la procédure si un conjoint est expulsé abusivement du domicile conjugal ?

Réponse : Le ministère public intervient immédiatement pour réintégrer le conjoint expulsé dans le domicile conjugal, tout en garantissant sa sécurité (article 53).

81. Question : Quels droits sont accordés aux petits-enfants du côté de la mère en matière d'héritage ?

Réponse : Les petits-enfants du côté de la mère ont droit à un legs obligatoire, au même titre que les petits-enfants du côté du père, selon le principe de justice et d'équité (article 10 des réformes).

82. Question : Que prévoit l'article 14 pour les Marocains résidant à l'étranger contractant un mariage local ?

Réponse : Ils peuvent se marier selon les formalités locales, mais doivent respecter les conditions marocaines comme le consentement mutuel, l'absence d'empêchements légaux, et la présence de deux témoins musulmans.

83. Question : Comment le tribunal gère-t-il un désaccord entre les conjoints sur le montant du Sadaq ?

Réponse : Si les conjoints ne s'accordent pas sur le montant de la dot, le tribunal la fixe en fonction du milieu social des époux, surtout après consommation du mariage (article 27).

84. Question : Quelles sont les dispositions pour protéger les droits des enfants handicapés ?

Réponse : Le Code oblige les parents à offrir une éducation et une formation adaptées aux besoins spécifiques de l'enfant handicapé pour faciliter son intégration sociale (article 54).

85. Question : Que prévoit le Code concernant les enfants nés d'un mariage non enregistré ?

Réponse : Les enfants bénéficient des mêmes droits que ceux issus d'un mariage enregistré, et la filiation peut être établie par des preuves appropriées (article 16).

86. Question : Quelle est la règle concernant le partage des biens après un divorce ?

Réponse : En l'absence d'un accord préalable entre les conjoints, le juge évalue la contribution de chacun aux biens acquis pendant le mariage pour déterminer le partage (article 49).

87. Question : Quelles sont les causes pouvant entraîner un divorce judiciaire ?

Réponse : Le divorce judiciaire peut être demandé pour manquement aux conditions du mariage, violence conjugale, abandon du domicile, défaut d'entretien, ou autres préjudices graves (article 94).

88. Question : Que prévoit le Code pour les cas de mariage sans consentement des époux ?

Réponse : Un mariage conclu sans le consentement libre et explicite des deux époux est considéré comme nul, et sa nullité peut être prononcée par le tribunal (article 57).

89. Question : Quels sont les délais pour agir en reconnaissance de mariage en cas de mariage informel ?

Réponse : Une action en reconnaissance de mariage est recevable pendant une période transitoire maximale de 15 ans après l'entrée en vigueur de la loi (article 16).

90. Question : Comment est encadrée la notion de justice dans la polygamie ?

Réponse : La polygamie est autorisée uniquement si le mari peut garantir une justice totale entre ses épouses. En cas d'incapacité, le tribunal refuse l'autorisation (article 40).

91. Question : Quelles sont les conditions pour qu'un mineur soit autorisé à se marier ?

Réponse : Le juge peut autoriser le mariage d'un mineur après avoir entendu ses parents ou représentants légaux et ordonné une enquête sociale ou une expertise médicale (article 20).

92. Question : Comment le Code gère-t-il les conflits dans la répartition des charges financières après un divorce ?

Réponse : Le tribunal attribue les charges financières aux parties en fonction de leurs ressources et de leur contribution au bien-être des enfants (article 22).

93. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de payer la dot après consommation du mariage ?

Réponse : Le Sadaq devient une dette obligatoire que l'époux doit honorer. L'épouse peut intenter une action en justice pour réclamer le paiement (article 31).

94. Question : Quels droits a une épouse en cas de divorce pour préjudice subi ?

Réponse : L'épouse peut réclamer une indemnisation pour les préjudices subis, tels que la violence, l'abandon ou d'autres sévices, en plus de ses droits financiers (article 94).

95. Question : Quels éléments le tribunal prend-il en compte pour déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant ?

Réponse : Le tribunal évalue les capacités financières, morales et affectives des parents, ainsi que l'environnement proposé pour garantir le bien-être de l'enfant (article 54).

96. Question : Quels sont les devoirs des conjoints envers leurs beaux-parents selon le Code de la Famille ?

Réponse : Chaque conjoint doit maintenir de bons rapports avec les parents et proches de l'autre, dans le respect et les limites des convenances (article 51).

97. **Question : Comment le Code traite-t-il la garde des enfants après le décès des deux parents ?**
Réponse : En cas de décès des deux parents, la garde est confiée à un proche parent ou à une autre personne apte, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).
98. **Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu sans paiement préalable du Sadaq ?**
Réponse : Si la dot n'est pas payée avant la consommation du mariage, elle devient une dette exigible à tout moment par l'épouse (article 31).
99. **Question : Quels droits sont accordés à une femme dont le mari contracte un mariage polygame sans son consentement ?**
Réponse : La femme peut demander le divorce pour préjudice, et le tribunal peut imposer des compensations financières (articles 40-45).
100. **Question : Quels sont les effets juridiques d'un mariage conclu avec des empêchements temporaires ?**
Réponse : Le mariage est vicié et peut être résilié par le tribunal. Si la consommation a eu lieu, certains effets, comme la dot ou la filiation, peuvent être reconnus (articles 39, 59).
101. **Question : Comment le tribunal gère-t-il une demande d'autorisation pour mariage par procuration ?**
Réponse : Le tribunal exige une procuration authentique ou légalisée, avec des détails précis sur l'autre conjoint et les conditions du mariage (article 17).
102. **Question : Que stipule l'article 72 sur les différentes formes de dissolution du mariage ?**
Réponse : Le mariage peut être dissous par décès, résiliation, divorce sous contrôle judiciaire, ou divorce moyennant compensation (Khol).
103. **Question : Que prévoit le Code pour les femmes en période de viduité après un divorce ?**
Réponse : La femme doit respecter une période de viduité (Idda) pour garantir qu'elle n'est pas enceinte avant de contracter un nouveau mariage (article 39).
104. **Question : Quels sont les cas où un mariage est considéré comme nul ?**
Réponse : Un mariage est nul en l'absence de consentement, de capacité des époux, ou en cas d'empêchements perpétuels comme la parenté proche (article 57).
105. **Question : Quels sont les effets d'un mariage nul après consommation ?**
Réponse : Après consommation, un mariage nul peut produire des effets comme la filiation, la dot, et les empêchements au mariage par alliance (article 58).
106. **Question : Quelles formalités doivent être accomplies pour établir un acte de mariage ?**
Réponse : Le dossier de mariage doit inclure des pièces comme l'acte de naissance, une attestation administrative, et le certificat médical, avec l'autorisation du juge dans certains cas (article 65).
107. **Question : Que prévoit l'article 68 sur la transcription d'un acte de mariage ?**
Réponse : L'acte de mariage est transcrit dans un registre de la justice de la famille. Un extrait est envoyé à l'officier d'état civil pour mention en marge de l'acte de naissance des époux.
108. **Question : Que se passe-t-il si un mariage n'est pas enregistré dans les délais légaux ?**

Réponse : En cas de non-enregistrement, les époux peuvent intenter une action en reconnaissance de mariage, en présentant des preuves valides (article 16).

109. Question : Quels sont les droits d'une femme divorcée si son mari refuse de payer la pension alimentaire ?

Réponse : Elle peut saisir le tribunal pour ordonner l'exécution des paiements dus, qui peuvent être prélevés directement sur les biens ou revenus de l'époux (article 84).

110. Question : Que prévoit le Code pour les femmes ayant une clause dans leur contrat interdisant la polygamie ?

Réponse : Si une telle clause existe, la polygamie est interdite. Si le mari enfreint cette clause, l'épouse peut demander le divorce pour préjudice (article 40).

111. Question : Comment le tribunal détermine-t-il la pension alimentaire des enfants ?

Réponse : Le tribunal évalue les ressources des deux parents, les besoins des enfants, et les charges financières pour fixer une pension équitable (article 84).

112. Question : Quels mécanismes sont mis en place pour éviter les abus lors du divorce ?

Réponse : Le tribunal impose des procédures de conciliation et s'assure que les droits des enfants et de l'épouse sont protégés avant de prononcer le divorce (article 78).

113. Question : Que se passe-t-il si une femme handicapée mentale souhaite se marier ?

Réponse : Le juge peut autoriser son mariage après réception d'un rapport médical et avec le consentement explicite de l'autre partie (article 23).

114. Question : Quels sont les droits de l'épouse si le mari est jugé incapable d'assurer une équité dans un mariage polygame ?

Réponse : Le tribunal peut interdire la polygamie. Si le mari persiste, l'épouse peut demander le divorce ou recourir à une procédure de discorde (article 45).

115. Question : Quelles dispositions sont prises pour protéger les enfants en cas de divorce ?

Réponse : Le tribunal veille à ce que les enfants bénéficient d'une garde appropriée, d'une pension alimentaire, et d'un environnement stable pour leur bien-être (article 54).

116. Question : Comment le Code de la Famille encadre-t-il les obligations financières après le divorce ?

Réponse : Le mari doit verser à l'épouse et aux enfants toutes les pensions dues avant que le divorce ne soit finalisé (articles 84-85).

117. Question : Que prévoit l'article 49 sur les biens acquis pendant le mariage ?

Réponse : Les époux peuvent convenir d'un accord sur la gestion des biens. En l'absence d'accord, le juge évalue les contributions respectives pour décider de la répartition.

118. Question : Quelles conditions doivent être remplies pour une dissolution de mariage moyennant compensation ?

Réponse : Le divorce par compensation (Khol) nécessite l'accord de l'épouse pour verser une somme à l'époux, sous supervision judiciaire (article 72).

119. Question : Quels droits sont accordés aux enfants en matière d'héritage en cas de décès des parents ?

Réponse : Les enfants héritent selon les règles de la succession. Une attention particulière est donnée aux enfants handicapés ou mineurs pour leur assurer une protection spéciale (articles relatifs à la succession).

120. Question : Comment le tribunal traite-t-il les cas de désaccord sur la garde des enfants ?

Réponse : Le tribunal tranche en faveur de l'intérêt supérieur de l'enfant, en évaluant les capacités des parents à répondre à ses besoins (article 54).

121. Question : Quels sont les cas où le tribunal peut autoriser un mariage polygame ?

Réponse : Le tribunal peut autoriser la polygamie uniquement si le mari présente une justification objective et prouve sa capacité financière et morale à traiter équitablement ses épouses (article 42).

122. Question : Que se passe-t-il si un conjoint impose une condition abusive dans le contrat de mariage ?

Réponse : Les conditions contraires aux principes fondamentaux du mariage sont nulles, mais cela n'invalide pas l'acte de mariage lui-même (article 47).

123. Question : Comment le Code protège-t-il les enfants en cas de litige sur leur filiation ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner des expertises, comme des tests ADN, pour établir la filiation et protéger les droits de l'enfant (article 9).

124. Question : Que stipule le Code pour la reconnaissance des mariages non enregistrés ?

Réponse : Si un mariage n'a pas été formalisé par un acte, une action en reconnaissance de mariage peut être intentée devant le tribunal, qui peut admettre des preuves comme des témoignages (article 16).

125. Question : Quels sont les devoirs des parents envers leurs enfants en cas de séparation ?

Réponse : Les parents doivent continuer à assurer la garde, la pension alimentaire, l'éducation, et le bien-être psychologique de leurs enfants même après leur séparation (article 54).

126. Question : Que prévoit l'article 39 pour le mariage en période de viduité ?

Réponse : Une femme ne peut pas se remarier avant la fin de sa période de viduité (Idda), qui permet de confirmer qu'elle n'est pas enceinte de son précédent mari.

127. Question : Quels sont les effets légaux d'un mariage vicié avant et après sa consommation ?

Réponse : Avant consommation, le mariage vicié est résilié sans effet juridique. Après consommation, certains effets comme la filiation ou la dot peuvent être reconnus (articles 59-60).

128. Question : Que prévoit l'article 63 en cas de dol ou de contrainte dans le mariage ?

Réponse : Le conjoint lésé peut demander la résiliation du mariage dans un délai de deux mois après la découverte du dol ou la levée de la contrainte.

129. Question : Quelles sont les obligations des époux en matière de vie commune ?

Réponse : Les époux doivent maintenir des rapports respectueux, partager les responsabilités du foyer, et se consulter pour les décisions concernant la famille (article 51).

130. Question : Comment le Code de la Famille protège-t-il les femmes contre le divorce abusif ?

Réponse : Le divorce ne peut être prononcé qu'après vérification par le tribunal que les droits de l'épouse, comme le paiement de la dot et de la pension alimentaire, sont respectés (articles 78-84).

131. Question : Que prévoit le Code pour l'éducation des enfants ?

Réponse : Les parents doivent assurer l'éducation de leurs enfants, leur inculquer les

valeurs religieuses et sociales, et créer un environnement propice à leur développement intellectuel (article 54).

132. Question : Quels sont les droits d'un enfant en cas de séparation de ses parents ?

Réponse : L'enfant a droit à une garde appropriée, à une pension alimentaire, et à un environnement stable pour préserver son bien-être physique et psychologique (article 54).

133. Question : Comment est déterminée la garde d'un enfant en cas de litige ?

Réponse : Le tribunal évalue l'intérêt supérieur de l'enfant, en tenant compte des capacités des parents à subvenir à ses besoins émotionnels et matériels (article 54).

134. Question : Quels droits sont garantis à un enfant né hors mariage en matière de filiation ?

Réponse : L'enfant a le droit à la reconnaissance de sa filiation, que le mariage de ses parents soit formalisé ou non, si des preuves suffisantes sont présentées (article 9).

135. Question : Que prévoit le Code pour la protection des enfants handicapés ?

Réponse : Les enfants handicapés ont droit à une éducation et à une formation adaptées, ainsi qu'à une protection spécifique pour garantir leur inclusion sociale (article 54).

136. Question : Quels sont les devoirs financiers des parents envers leurs enfants après un divorce ?

Réponse : Les parents doivent continuer à pourvoir aux besoins des enfants, notamment par le paiement d'une pension alimentaire fixée par le tribunal (article 84).

137. Question : Que se passe-t-il si un parent ne respecte pas ses obligations envers un enfant ?

Réponse : Le tribunal peut intervenir pour obliger le parent défaillant à respecter ses devoirs, comme le paiement de la pension ou la restitution de la garde (article 54).

138. Question : Quels sont les critères pour accorder la garde d'un enfant à un proche parent ?

Réponse : Si les parents ne peuvent assumer la garde, le tribunal confie l'enfant au proche parent le plus apte, en tenant compte de son lien affectif avec l'enfant et de sa capacité à subvenir à ses besoins (article 54).

139. Question : Que prévoit le Code en matière de pension alimentaire en cas de litige ?

Réponse : Le tribunal fixe la pension alimentaire en fonction des besoins de l'enfant et des ressources des parents, et peut ordonner son prélèvement direct sur les revenus du parent défaillant (article 84).

140. Question : Quels sont les droits spécifiques des enfants nés d'une union polygame ?

Réponse : Les enfants ont les mêmes droits que ceux nés d'un mariage monogame, notamment en matière de garde, de filiation, et de succession (articles généraux).

141. Question : Quelles sont les conditions pour reconnaître la filiation d'un enfant en l'absence d'acte de mariage ?

Réponse : La filiation peut être reconnue par des preuves telles que des témoignages, des expertises médicales (comme les tests ADN), et d'autres éléments établissant la relation entre les parents (article 9).

142. Question : Que prévoit le Code concernant le partage des biens acquis durant le mariage ?

Réponse : Les conjoints peuvent convenir d'un mode de gestion et de partage des biens acquis dans un document distinct. En cas de désaccord, le juge évalue la contribution de chacun (article 49).

143. Question : Quels sont les droits de l'épouse en cas de dissolution du mariage pour préjudice ?

Réponse : L'épouse peut obtenir une indemnisation pour le préjudice subi, ainsi que la garde des enfants, le logement, et la pension alimentaire, selon les décisions du tribunal (article 94).

144. Question : Que stipule l'article 36 concernant les empêchements perpétuels au mariage ?

Réponse : Les empêchements perpétuels incluent les relations de parenté directe, comme le mariage entre ascendants et descendants ou entre frères et sœurs.

145. Question : Quels sont les devoirs des conjoints envers leurs enfants selon l'article 54 ?

Réponse : Les conjoints doivent assurer la santé, l'éducation, la protection, et l'identité légale des enfants, et créer un environnement qui favorise leur développement équilibré.

146. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu en violation des conditions prévues par le Code ?

Réponse : Le mariage peut être annulé ou considéré comme vicié par le tribunal, et ses effets seront limités selon les circonstances (articles 57-61).

147. Question : Quelles sont les obligations de l'époux en cas de polygamie autorisée ?

Réponse : L'époux doit garantir une égalité de traitement entre les épouses, fournir un logement équitable, et répondre aux besoins financiers de toutes les parties (article 42).

148. Question : Comment le tribunal traite-t-il une demande de divorce pour discorde conjugale ?

Réponse : Le tribunal tente une conciliation entre les parties. Si celle-ci échoue, il prononce le divorce tout en garantissant les droits des enfants et de l'épouse (article 45).

149. Question : Quels sont les effets d'un jugement déclaratif de décès sur le mariage ?

Réponse : Si un conjoint est déclaré décédé, le mariage est dissous. Si la personne réapparaît, le jugement peut être annulé, sauf si l'autre conjoint s'est remarié et le mariage a été consommé (article 75).

150. Question : Que prévoit le Code pour les femmes en cas de divorce prononcé par le mari seul ?

Réponse : Le divorce prononcé par le mari doit être validé par le tribunal, qui s'assure que les droits financiers et familiaux de l'épouse sont respectés (article 84).

151. Question : Que stipule l'article 5 sur les pratiques liées aux fiançailles ?

Réponse : Les fiançailles sont une promesse mutuelle de mariage, réalisée par des moyens culturellement admis, comme la récitation de la Fatiha ou l'échange de présents.

152. Question : Que se passe-t-il si une femme divorcée garde les enfants mais refuse de les laisser voir leur père ?

Réponse : Le tribunal peut intervenir pour garantir le droit de visite du père, dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

153. Question : Quels sont les critères pour autoriser un mariage avec un handicapé mental ?

Réponse : Le juge peut autoriser ce mariage sur la base d'un rapport médical établissant la nature de l'handicap et avec le consentement explicite de l'autre conjoint (article 23).

154. Question : Comment sont traitées les pensions alimentaires non payées ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner des mesures coercitives, comme le prélèvement direct sur le revenu ou les biens du parent défaillant (article 84).

155. **Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte en période de divorce ?**
Réponse : La période de viduité est prolongée jusqu'à la naissance de l'enfant pour garantir ses droits de filiation et d'héritage (article 39).
156. **Question : Quels sont les droits des enfants dans une union polygame en cas de décès du père ?**
Réponse : Les enfants héritent selon les règles de la succession, avec une répartition équitable entre tous les enfants issus des différentes unions (articles généraux).
157. **Question : Comment est géré le logement de l'épouse après le divorce si elle a la garde des enfants ?**
Réponse : Le tribunal peut ordonner que le logement conjugal soit attribué à l'épouse pour assurer le bien-être des enfants (article 54).
158. **Question : Que se passe-t-il si une femme divorcée se remarie pendant la période de viduité ?**
Réponse : Le second mariage est considéré comme nul, car la période de viduité n'a pas été respectée (article 39).
159. **Question : Quels sont les effets juridiques d'un mariage conclu sous contrainte ?**
Réponse : Le mariage peut être annulé par le tribunal à la demande du conjoint lésé, et une indemnisation peut être demandée pour préjudice subi (article 63).
160. **Question : Comment le tribunal évalue-t-il la contribution de chaque époux aux biens acquis durant le mariage ?**
Réponse : Le juge tient compte des efforts financiers, du travail domestique, et des charges assumées par chacun pour décider de la répartition des biens (article 49).
161. **Question : Quelles preuves peuvent être présentées pour établir la filiation d'un enfant né hors mariage ?**
Réponse : Les preuves peuvent inclure des témoignages, des documents écrits, des expertises médicales (tests ADN), ou toute autre preuve reconnue par le tribunal (article 9).
162. **Question : Que prévoit le Code pour les pensions alimentaires impayées pendant plusieurs mois ?**
Réponse : Le tribunal peut ordonner le prélèvement direct sur les revenus ou les biens du débiteur pour garantir le paiement des pensions dues (article 84).
163. **Question : Quels sont les droits de visite des grands-parents en cas de litige familial ?**
Réponse : Les grands-parents peuvent demander au tribunal un droit de visite, qui sera accordé dans l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).
164. **Question : Que stipule le Code concernant l'alliance créée par le mariage ?**
Réponse : L'alliance créée par le mariage interdit certains mariages futurs, comme avec les beaux-parents ou les enfants du conjoint (article 36).
165. **Question : Comment le tribunal gère-t-il les demandes de révision de pension alimentaire ?**
Réponse : Le tribunal peut ajuster le montant de la pension en fonction des changements dans les ressources des parents ou des besoins des enfants (article 84).
166. **Question : Quels sont les effets de la polygamie non autorisée par le tribunal ?**
Réponse : Le mariage polygame non autorisé est nul. La première épouse peut demander un divorce pour préjudice, et les droits des enfants issus du mariage illégal sont protégés (article 40).
167. **Question : Quelles dispositions sont prises pour protéger la femme enceinte en cas de divorce ?**

Réponse : La femme enceinte a droit à une pension alimentaire spécifique pendant sa grossesse, et le divorce ne prend effet qu'après la naissance de l'enfant (article 39).

168. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de respecter les obligations stipulées dans le contrat de mariage ?

Réponse : L'autre conjoint peut saisir le tribunal pour demander le respect des obligations ou, en cas de manquement grave, un divorce judiciaire (article 94).

169. Question : Quels sont les droits des enfants nés d'un mariage non enregistré ?

Réponse : Les enfants bénéficient des mêmes droits que ceux nés d'un mariage enregistré, notamment en matière de filiation, de garde, et d'héritage (article 16).

170. Question : Que prévoit le Code concernant les époux vivant séparément sans divorce ?

Réponse : Le tribunal peut être saisi pour résoudre la situation. Les obligations financières et parentales doivent être respectées même en cas de séparation (articles 51, 84).

171. Question : Que dit l'article 48 sur la validité des clauses spécifiques dans un contrat de mariage ?

Réponse : Les clauses spécifiques sont valides si elles ne contredisent pas les principes fondamentaux du mariage et si elles sont acceptées par les deux parties.

172. Question : Quels sont les droits d'un époux en cas de divorce prononcé par consentement mutuel ?

Réponse : Chaque époux conserve ses biens propres et peut bénéficier d'un partage équitable des biens communs, ainsi que d'une pension alimentaire, si applicable (article 114).

173. Question : Comment est fixée la pension alimentaire pour une femme enceinte ?

Réponse : La pension est fixée par le tribunal en tenant compte des ressources du mari et des besoins spécifiques liés à la grossesse (article 84).

174. Question : Quels sont les critères pour attribuer la garde des enfants à un parent en cas de litige ?

Réponse : Le tribunal évalue la capacité du parent à assurer le bien-être physique, émotionnel, et financier de l'enfant, en tenant compte de son intérêt supérieur (article 54).

175. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu sans consentement des époux ?

Réponse : Le mariage est considéré comme nul. L'époux lésé peut demander l'annulation et réclamer une compensation pour préjudice subi (article 57).

176. Question : Que prévoit le Code en cas d'abandon du domicile conjugal par un époux ?

Réponse : L'abandon peut constituer un motif de divorce judiciaire. L'époux victime peut demander une compensation pour le préjudice subi (article 94).

177. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de mariage polygame conclu sans son accord ?

Réponse : L'épouse peut demander le divorce pour préjudice, ainsi qu'une compensation financière et la garde des enfants (article 40).

178. Question : Comment sont traités les biens acquis pendant le mariage si aucun accord préalable n'existe ?

Réponse : En l'absence d'accord, le tribunal évalue la contribution de chaque époux pour décider du partage des biens communs (article 49).

179. Question : Quels sont les droits de l'épouse en cas de mariage vicié ?

Réponse : Si le mariage vicié est consommé, l'épouse a droit à la dot, à la filiation des enfants, et à d'autres droits reconnus par le tribunal (article 59).

180. Question : Que prévoit le Code pour les pensions alimentaires en cas de désaccord entre les époux ?

Réponse : Le tribunal fixe la pension en fonction des revenus de l'époux débiteur et des besoins des bénéficiaires (article 84).

181. Question : Que se passe-t-il si un parent refuse de payer les frais scolaires d'un enfant après le divorce ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner au parent débiteur de payer ces frais dans le cadre de la pension alimentaire ou d'une obligation spécifique (article 84).

182. Question : Quels sont les critères pour transférer la garde d'un enfant à l'autre parent ?

Réponse : Le tribunal peut transférer la garde si le parent gardien ne remplit plus ses obligations ou met en danger l'intérêt de l'enfant (article 54).

183. Question : Que prévoit le Code pour protéger les droits des enfants dans une union non formalisée ?

Réponse : Les enfants ont droit à la reconnaissance de leur filiation, à une pension alimentaire, et à une éducation, même si leurs parents ne sont pas mariés (article 16).

184. Question : Comment sont gérés les conflits sur le droit de visite des enfants ?

Réponse : Le tribunal fixe les modalités du droit de visite, en veillant à préserver le bien-être psychologique de l'enfant (article 54).

185. Question : Quels sont les droits des enfants en cas de décès du parent gardien ?

Réponse : La garde est transférée à l'autre parent ou, à défaut, au proche parent le plus apte à s'occuper de l'enfant, conformément à son intérêt supérieur (article 54).

186. Question : Que se passe-t-il si une clause abusive est imposée dans le contrat de mariage ?

Réponse : Les clauses contraires aux principes fondamentaux du mariage sont nulles, mais cela n'invalide pas le mariage lui-même. Le tribunal peut intervenir pour les annuler (article 47).

187. Question : Quelles sont les conditions pour qu'un mariage religieux soit reconnu légalement ?

Réponse : Le mariage religieux doit être formalisé par un acte établi devant deux adouls (notaires religieux) et inscrit dans les registres de l'état civil (article 65).

188. Question : Quels sont les droits d'un enfant en cas de désaccord entre ses parents sur sa scolarité ?

Réponse : Le tribunal peut intervenir pour trancher en faveur de la solution qui sert le mieux l'intérêt de l'enfant, tout en respectant les obligations parentales (article 54).

189. Question : Que prévoit l'article 19 concernant l'âge minimal pour se marier ?

Réponse : L'âge minimal pour le mariage est fixé à 18 ans pour les hommes et les femmes. Le juge peut accorder une dérogation exceptionnelle sous certaines conditions.

190. Question : Comment est déterminée la durée de la période de viduité (Idda) ?

Réponse : La durée de l'idda varie : trois mois pour les femmes divorcées, jusqu'à l'accouchement pour les femmes enceintes, et quatre mois et dix jours en cas de décès du mari (article 39).

191. Question : Quels sont les droits d'un époux dont le conjoint refuse de cohabiter ?

Réponse : Le conjoint peut saisir le tribunal pour demander la reprise de la cohabitation ou engager une procédure de divorce pour manquement grave aux devoirs conjugaux (article 51).

192. Question : Que prévoit le Code pour les femmes mariées de force ?

Réponse : Les femmes mariées de force peuvent demander l'annulation du mariage dans un délai de deux mois après la levée de la contrainte, selon l'article 63.

193. Question : Que se passe-t-il si une action en reconnaissance de mariage est intentée après la période transitoire de 15 ans ?

Réponse : Une telle action est irrecevable. Les relations entre les parties peuvent être reconnues selon d'autres dispositions légales, mais le mariage ne sera pas validé (article 16).

194. Question : Quels sont les droits des épouses dans un mariage par procuration ?

Réponse : L'épouse doit être informée des conditions du mariage et donner son consentement librement. L'autorisation du juge est requise pour valider un mariage par procuration (article 17).

195. Question : Que prévoit le Code pour les cas où un époux disparaît sans laisser de trace ?

Réponse : Après une période déterminée, un jugement déclaratif de décès peut être rendu, permettant à l'autre conjoint de se remarier ou de prendre d'autres dispositions légales (article 75).

196. Question : Comment le tribunal décide-t-il de la répartition des biens communs en cas de divorce ?

Réponse : Le tribunal évalue la contribution financière et non financière de chaque conjoint aux biens communs pour déterminer leur répartition équitable (article 49).

197. Question : Quels sont les droits d'une femme divorcée en matière de logement si elle n'a pas la garde des enfants ?

Réponse : Si elle n'a pas la garde, elle ne peut pas revendiquer le logement conjugal, sauf si le tribunal décide autrement pour des raisons spécifiques (articles 54, 84).

198. Question : Quels sont les devoirs des parents envers les enfants handicapés après un divorce ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins spécifiques de l'enfant, notamment en matière d'éducation et de soins, avec une prise en charge adaptée (article 54).

199. Question : Comment est fixée la pension alimentaire pour une épouse après le divorce ?

Réponse : Le tribunal fixe la pension en tenant compte des besoins de l'épouse et des ressources du mari, en veillant à maintenir un équilibre financier équitable (article 84).

200. Question : Que prévoit l'article 45 pour les femmes dont le mari ne respecte pas les principes de justice en polygamie ?

Réponse : Si le mari ne respecte pas ses obligations de justice envers ses épouses, la femme peut demander le divorce pour préjudice ou une révision des conditions du mariage.

201. Question : Que se passe-t-il si un époux abandonne ses enfants après un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner le prélèvement direct des pensions alimentaires sur les revenus ou les biens de l'époux défaillant, et des sanctions peuvent être appliquées (article 84).

202. Question : Quels sont les droits d'un enfant adopté dans une famille polygame ?

Réponse : Bien que l'adoption formelle ne soit pas reconnue par le Code, l'enfant recueilli bénéficie des mêmes soins et droits de protection que les enfants biologiques (articles relatifs à l'adoption).

203. Question : Que prévoit le Code pour les conjoints qui souhaitent annuler leur mariage par consentement mutuel ?

Réponse : Le divorce par consentement mutuel doit être approuvé par le tribunal, qui veille à protéger les droits des enfants et des deux parties (article 114).

204. Question : Quels sont les droits d'une femme enceinte abandonnée par son mari avant la consommation du mariage ?

Réponse : Elle a droit à une compensation financière et à la reconnaissance de la filiation de l'enfant par le père, une fois prouvée légalement (article 9).

205. Question : Que stipule l'article 72 sur le divorce moyennant compensation (Khol) ?

Réponse : Une femme peut demander le divorce moyennant une compensation financière versée à l'époux, sous contrôle judiciaire et en garantissant ses propres droits et ceux des enfants.

206. Question : Que prévoit le Code en cas de décès du mari pendant la période de fiançailles ?

Réponse : En cas de décès du fiancé, la fiancée ou ses héritiers peuvent demander la restitution de la dot déjà versée. Aucune obligation de mariage posthume n'est prévue (article 9).

207. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas d'annulation du mariage avant sa consommation ?

Réponse : En cas d'annulation avant consommation, l'épouse a droit à la moitié de la dot si elle a été fixée, sauf stipulation contraire dans le contrat (article 32).

208. Question : Comment le tribunal traite-t-il une demande de divorce pour cause de violence conjugale ?

Réponse : Le tribunal peut prononcer un divorce judiciaire pour violence conjugale, et l'époux victime peut demander des compensations financières et des mesures de protection (article 94).

209. Question : Que prévoit le Code pour les femmes dont le mariage a été annulé pour défaut de consentement ?

Réponse : La femme a droit à une compensation financière, et tout enfant issu de ce mariage conserve ses droits à la filiation et à l'héritage (article 57).

210. Question : Quels sont les critères pour établir la garde d'un enfant en cas de conflit familial ?

Réponse : Le tribunal considère les capacités financières, morales, et affectives des parents, ainsi que l'environnement offert à l'enfant pour son développement (article 54).

211. Question : Que se passe-t-il si un conjoint souhaite annuler une clause conditionnelle ajoutée au contrat de mariage ?

Réponse : Le tribunal peut annuler une clause conditionnelle si elle devient inapplicable ou si elle porte atteinte aux principes fondamentaux du mariage (article 48).

212. Question : Quels sont les droits d'une femme en période de viduité en cas de décès de son mari ?

Réponse : La veuve a droit à une pension alimentaire durant la période de viduité (Idda) et peut réclamer sa part d'héritage conformément aux règles de succession (article 39).

213. Question : Que prévoit l'article 64 en cas de mariage non consommé et annulé ?

Réponse : Si le mariage est annulé avant consommation, aucune dot n'est due, sauf stipulation contraire dans le contrat, et le mariage n'a aucun effet juridique (article 64).

214. Question : Comment est établi le lien de filiation pour un enfant né après le divorce des parents ?

Réponse : Si l'enfant naît dans un délai de moins de 300 jours après le divorce, il est présumé être issu du mariage, sauf preuve contraire (article 154).

215. Question : Que prévoit le Code pour les mariages conclus à l'étranger par des Marocains ?

Réponse : Les mariages doivent être conformes aux lois locales et enregistrés auprès des consulats marocains pour être reconnus légalement au Maroc (article 14).

216. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage par procuration ?

Réponse : La femme doit être informée des détails du mariage et donner son consentement librement. Toute violation peut entraîner l'annulation du mariage (article 17).

217. Question : Que se passe-t-il si un mari refuse de subvenir aux besoins de son épouse pendant le mariage ?

Réponse : L'épouse peut demander au tribunal de contraindre le mari à respecter ses obligations financières ou de prononcer un divorce pour préjudice (article 94).

218. Question : Quels sont les droits de l'épouse en cas de polygamie non déclarée par le mari ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, une compensation financière, et la garde des enfants si applicable (article 40).

219. Question : Que prévoit le Code pour l'attribution de la garde des enfants en cas de décès de l'un des parents ?

Réponse : La garde est confiée au parent survivant. Si ce dernier est inapte, le tribunal attribue la garde au proche parent le plus apte (article 54).

220. Question : Comment le tribunal gère-t-il les litiges concernant le droit de visite des enfants ?

Réponse : Le tribunal fixe les modalités du droit de visite pour préserver les liens familiaux tout en garantissant le bien-être de l'enfant (article 54).

221. Question : Quels sont les effets juridiques d'un mariage conclu sans acte officiel ?

Réponse : Le mariage est considéré comme non enregistré. Les époux peuvent engager une action en reconnaissance de mariage, et certains droits peuvent être limités (article 16).

222. Question : Que prévoit le Code pour les couples qui vivent ensemble sans mariage ?

Réponse : Le Code ne reconnaît pas les unions libres. Les enfants issus de ces relations ont néanmoins droit à la filiation et à une protection légale (article 9).

223. Question : Quels sont les devoirs des parents envers leurs enfants après un divorce ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins matériels et affectifs de leurs enfants, notamment à travers la pension alimentaire et le droit de visite (article 54).

224. Question : Comment sont traitées les demandes de révision de pension alimentaire en cas de changement de situation ?

Réponse : Le tribunal peut ajuster le montant de la pension alimentaire si les ressources ou les besoins des parties changent de manière significative (article 84).

225. Question : Quels sont les droits des enfants nés d'un mariage polygame en matière de succession ?

Réponse : Les enfants issus d'un mariage polygame ont les mêmes droits successoraux que les enfants issus d'un mariage monogame, selon les règles d'héritage (articles généraux).

226. Question : Que se passe-t-il si un mariage est contracté avec une condition illégale ?

Réponse : La condition est annulée, mais le mariage reste valide si les autres conditions

légales sont respectées. Une compensation peut être demandée si la condition annulée cause un préjudice (article 48).

227. Question : Quels droits sont accordés à l'épouse en cas de divorce par consentement mutuel ?

Réponse : L'épouse conserve ses droits à une compensation équitable, la garde des enfants si applicable, et à une pension alimentaire si elle est convenue ou décidée par le tribunal (article 114).

228. Question : Que prévoit le Code pour les mariages impliquant des mineurs ?

Réponse : Le mariage de mineurs nécessite l'autorisation d'un juge après consultation des parents ou tuteurs et une évaluation de la situation sociale ou médicale (article 20).

229. Question : Comment est traitée une demande de reconnaissance de mariage informel après plusieurs années ?

Réponse : Le tribunal peut examiner des preuves comme des témoignages ou des documents pour reconnaître le mariage si la période transitoire légale n'est pas écoulée (article 16).

230. Question : Quels sont les droits de la femme en cas de divorce pour manquement grave du mari ?

Réponse : La femme peut demander des dommages et intérêts, ainsi que la garde des enfants et une pension alimentaire pour elle-même et les enfants (article 94).

231. Question : Quels sont les droits des grands-parents sur leurs petits-enfants en cas de décès des parents ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander la garde ou un droit de visite, et le tribunal statue en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

232. Question : Que prévoit le Code pour un mari absent pendant une période prolongée ?

Réponse : L'épouse peut demander un divorce pour abandon ou un jugement déclaratif de décès si le mari est introuvable après des recherches approfondies (articles 94, 75).

233. Question : Comment le tribunal gère-t-il la garde des enfants dans une famille recomposée ?

Réponse : Le tribunal évalue l'intérêt supérieur de l'enfant, notamment sa stabilité émotionnelle et les conditions offertes dans le nouveau foyer (article 54).

234. Question : Que se passe-t-il si une femme enceinte est abandonnée par son mari sans soutien financier ?

Réponse : Le tribunal peut obliger le mari à verser une pension spécifique pendant la grossesse et garantir les droits de filiation de l'enfant (article 84).

235. Question : Quels sont les effets juridiques d'un mariage déclaré nul après sa consommation ?

Réponse : Les effets incluent la reconnaissance de la filiation des enfants, le paiement de la dot, et l'établissement d'empêchements au mariage par alliance (articles 57-60).

236. Question : Que prévoit le Code pour une femme demandant le divorce moyennant compensation (Khol) ?

Réponse : La femme peut demander le divorce moyennant une compensation financière versée à son époux. Cette demande doit être approuvée par le tribunal (article 72).

237. Question : Comment le tribunal évalue-t-il l'égalité entre les épouses dans un mariage polygame ?

Réponse : Le tribunal examine la capacité financière du mari, l'équité dans le logement et les dépenses, ainsi que le traitement moral et émotionnel des épouses (article 42).

238. Question : Que prévoit le Code en cas de litige sur le lieu de résidence des enfants après un divorce ?

Réponse : Le tribunal décide en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, privilégiant un environnement stable et adapté à son développement (article 54).

239. Question : Quels sont les droits d'un enfant né après l'annulation d'un mariage pour vice de forme ?

Réponse : L'enfant conserve ses droits de filiation, de succession, et à une protection légale, malgré l'annulation du mariage (article 59).

240. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de payer la dot convenue ?

Réponse : L'épouse peut saisir le tribunal pour exiger le paiement de la dot, qui est une dette légale reconnue par le Code (article 31).

241. Question : Quels sont les droits des parents divorcés en matière de décision concernant l'éducation de leurs enfants ?

Réponse : Les parents doivent se consulter pour les décisions majeures concernant l'éducation de leurs enfants. En cas de désaccord, le tribunal peut trancher (article 54).

242. Question : Que prévoit le Code pour protéger les droits financiers des enfants en cas de décès du père ?

Réponse : Les enfants ont droit à leur part d'héritage selon les règles de succession. Un tuteur peut être désigné pour gérer leurs biens si nécessaire (articles relatifs à la succession).

243. Question : Comment le tribunal traite-t-il les demandes de transfert de garde d'enfants après un divorce ?

Réponse : Le transfert est décidé si le parent gardien ne respecte pas ses obligations ou si l'intérêt de l'enfant est compromis (article 54).

244. Question : Quels sont les droits de l'épouse si son mari contracte un mariage polygame sans autorisation judiciaire ?

Réponse : L'épouse peut demander l'annulation du mariage polygame, un divorce pour préjudice, et des compensations financières (articles 40-45).

245. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu sous une fausse identité ?

Réponse : Le mariage est considéré comme nul, et le conjoint lésé peut demander une compensation pour le préjudice subi. La filiation des enfants reste protégée (article 57).

246. Question : Que prévoit le Code pour les femmes demandant le divorce en cas de non-respect des obligations matrimoniales ?

Réponse : Une femme peut demander un divorce judiciaire si son mari ne respecte pas ses obligations, telles que la cohabitation, le soutien financier, ou le respect mutuel (article 94).

247. Question : Quels sont les critères pour que le tribunal valide un mariage par procuration ?

Réponse : Le mariage par procuration doit être accompagné d'une autorisation judiciaire, d'un consentement libre des parties, et d'une procuration authentique ou légalisée (article 17).

248. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de participer aux procédures de conciliation avant un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut poursuivre les procédures de divorce et statuer en fonction des preuves et de la situation présentée par la partie demandeuse (article 78).

249. Question : Quels sont les droits de l'enfant en matière d'héritage si ses parents ne sont pas mariés ?

Réponse : L'enfant a droit à une part d'héritage, une fois que sa filiation est établie par des preuves ou par un jugement judiciaire (article 9).

250. Question : Que prévoit le Code pour les époux ayant convenu de clauses financières dans leur contrat de mariage ?

Réponse : Les clauses financières convenues dans le contrat de mariage sont applicables si elles respectent les principes fondamentaux du Code et sont clairement stipulées (article 49).

251. Question : Comment le tribunal gère-t-il les pensions alimentaires impayées après un jugement ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner le prélèvement direct sur les revenus ou les biens du débiteur pour garantir le paiement des pensions dues (article 84).

252. Question : Quels sont les droits d'une femme en cas de décès de son mari avant la consommation du mariage ?

Réponse : La femme a droit à la totalité de la dot convenue si elle n'a pas été payée, ainsi qu'à sa part d'héritage conformément aux règles de succession (article 32).

253. Question : Que prévoit le Code pour les enfants issus d'un mariage polygame déclaré nul ?

Réponse : Les enfants conservent tous leurs droits, notamment en matière de filiation et de succession, même si le mariage est déclaré nul (article 59).

254. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de séparation de corps sans divorce ?

Réponse : L'épouse conserve ses droits financiers, notamment le logement et la pension alimentaire, tant que le divorce n'est pas prononcé (article 84).

255. Question : Comment est établi le lien de filiation pour un enfant né hors mariage mais reconnu par le père ?

Réponse : Le lien de filiation peut être établi par une reconnaissance volontaire du père ou par une décision judiciaire basée sur des preuves telles que les tests ADN (article 9).

256. Question : Que se passe-t-il si un mari tente de cacher des biens pour éviter leur partage en cas de divorce ?

Réponse : Le tribunal peut enquêter sur les actifs du mari et ordonner une répartition équitable des biens acquis pendant le mariage, même s'ils ont été dissimulés (article 49).

257. Question : Quels sont les droits des époux concernant la gestion de leurs biens propres ?

Réponse : Chaque époux conserve la gestion exclusive de ses biens propres, sauf s'il existe un accord stipulant une gestion commune (article 49).

258. Question : Comment le tribunal traite-t-il les cas où l'un des conjoints refuse de signer un acte de divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Si l'un des conjoints se rétracte, le tribunal peut poursuivre le divorce en examinant la demande sous une autre forme, comme le divorce pour préjudice (article 114).

259. Question : Que prévoit le Code pour les épouses victimes de violence conjugale ?

Réponse : Une femme victime de violence conjugale peut demander un divorce pour préjudice, des mesures de protection, et des compensations financières (article 94).

260. Question : Quels sont les droits des enfants handicapés en matière d'éducation et de protection ?

Réponse : Les parents doivent assurer une éducation adaptée, des soins spécifiques, et un environnement sécurisé pour garantir l'inclusion sociale des enfants handicapés (article 54).

261. Question : Que se passe-t-il si un parent tente de déplacer un enfant à l'étranger sans le consentement de l'autre parent ?

Réponse : Le tribunal peut intervenir pour empêcher le déplacement de l'enfant et garantir le respect des droits de garde et de visite (article 54).

262. Question : Quels sont les droits d'une femme enceinte abandonnée sans soutien financier avant le mariage ?

Réponse : Si la filiation de l'enfant est établie, le père peut être contraint de verser une pension alimentaire et de contribuer aux frais liés à la grossesse (article 84).

263. Question : Que prévoit le Code pour les conjoints séparés qui souhaitent reprendre leur vie commune ?

Réponse : Les conjoints peuvent demander au tribunal de suspendre les procédures de divorce ou d'annuler une séparation légale pour reprendre leur vie commune (article 78).

264. Question : Quels sont les droits des enfants dans une union non formalisée ?

Réponse : Les enfants ont droit à une filiation légale, une pension alimentaire, et à une protection juridique égale à celle des enfants nés dans un mariage enregistré (article 9).

265. Question : Que prévoit le Code pour les hommes demandant le divorce pour discorde conjugale ?

Réponse : Les hommes peuvent demander un divorce judiciaire pour discorde. Le tribunal tentera une conciliation avant de prononcer le divorce et de statuer sur les droits des parties (article 94).

266. Question : Que prévoit le Code pour la garde des enfants en cas de remariage du parent gardien ?

Réponse : Le tribunal peut décider de transférer la garde à l'autre parent ou à un proche si le remariage compromet l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

267. Question : Quels sont les droits de la mère divorcée concernant le logement familial ?

Réponse : Si elle a la garde des enfants, la mère peut continuer à occuper le logement familial pour assurer leur bien-être, sous réserve des décisions du tribunal (article 54).

268. Question : Que se passe-t-il si un mariage est contracté sans respect des formalités légales ?

Réponse : Le mariage est considéré comme non enregistré, mais il peut être reconnu rétroactivement par une décision judiciaire si les preuves nécessaires sont présentées (article 16).

269. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de décès de son mari dans un mariage non consommé ?

Réponse : Elle a droit à la totalité de la dot fixée, ainsi qu'à sa part d'héritage, conformément aux règles de succession (article 32).

270. Question : Que prévoit le Code pour les enfants en cas de divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Les parents doivent convenir des modalités de garde et de pension alimentaire pour leurs enfants. En cas de désaccord, le tribunal statue dans l'intérêt supérieur de l'enfant (article 114).

271. Question : Quels sont les devoirs financiers du mari envers sa femme pendant le mariage ?

Réponse : Le mari doit subvenir aux besoins de sa femme, notamment en matière de logement, de nourriture, de soins médicaux, et de dépenses courantes (article 51).

272. Question : Comment le tribunal décide-t-il des compensations en cas de divorce pour préjudice ?

Réponse : Le tribunal évalue le préjudice moral ou matériel subi par l'épouse ou l'époux et fixe une compensation équitable en tenant compte des circonstances (article 94).

273. Question : Que prévoit le Code pour une femme qui se marie sans l'autorisation de son tuteur légal ?

Réponse : Si elle est majeure, le mariage est valide, car une femme adulte peut exercer son droit de tutelle matrimoniale sans autorisation préalable (article 24).

274. Question : Quels sont les droits d'un enfant dont le père refuse de reconnaître la filiation ?

Réponse : L'enfant peut obtenir la reconnaissance de sa filiation par décision judiciaire, sur la base de preuves telles que des tests ADN ou des témoignages (article 9).

275. Question : Que prévoit le Code pour les épouses abandonnées financièrement par leur mari ?

Réponse : L'épouse peut demander une pension alimentaire au tribunal. En cas de refus de paiement, des mesures coercitives peuvent être prises (article 84).

276. Question : Quels sont les critères pour annuler un mariage pour dol ou erreur ?

Réponse : Un mariage peut être annulé si l'un des époux a été trompé sur une caractéristique essentielle de l'autre, comme une maladie grave ou un défaut caché (article 63).

277. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu avec des empêchements temporaires ?

Réponse : Le mariage est déclaré vicié et peut être résilié. Si la consommation a eu lieu, certains effets comme la dot et la filiation peuvent être reconnus (article 59).

278. Question : Quels sont les droits de la mère en cas de garde exclusive des enfants après un divorce ?

Réponse : La mère a droit à une pension alimentaire pour les enfants, ainsi qu'à un logement adapté à leur bien-être (article 54).

279. Question : Comment est traité un litige sur la garde d'un enfant âgé de plus de 15 ans ?

Réponse : L'enfant peut choisir le parent avec lequel il souhaite vivre, sous réserve de l'approbation du tribunal qui évalue l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

280. Question : Que prévoit le Code pour une épouse dont le mari refuse de payer la dot convenue ?

Réponse : L'épouse peut saisir le tribunal pour réclamer la dot, qui est une dette légale que le mari est tenu de payer (article 31).

281. Question : Quels sont les droits d'une femme qui divorce pour faute grave de son mari ?

Réponse : Elle peut demander une compensation pour préjudice, ainsi que la garde des enfants et une pension alimentaire pour elle et les enfants (article 94).

282. Question : Que se passe-t-il si un époux abandonne le domicile conjugal sans justification ?

Réponse : L'époux victime peut demander un divorce pour abandon et réclamer une compensation pour le préjudice moral et financier subi (article 94).

283. Question : Quels sont les droits d'un enfant né après la dissolution du mariage de ses parents ?

Réponse : L'enfant est considéré comme légitime s'il naît dans les 300 jours suivant la dissolution. Sa filiation et ses droits successoraux sont garantis (article 154).

284. Question : Que prévoit le Code pour protéger les femmes contre les mariages forcés ?

Réponse : Une femme mariée de force peut demander l'annulation du mariage dans un délai de deux mois après la levée de la contrainte (article 63).

285. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de remariage de son mari sans son consentement ?

Réponse : Elle peut demander le divorce pour préjudice, des compensations financières, et la garde des enfants si applicable (articles 40-45).

286. Question : Quels sont les droits des enfants en cas de transfert de garde à un autre parent ?

Réponse : Les enfants conservent leurs droits à une pension alimentaire et à un environnement stable. Le transfert est décidé dans leur intérêt supérieur (article 54).

287. Question : Que se passe-t-il si un époux omet volontairement de déclarer un mariage précédent ?

Réponse : Cela constitue une fraude. Le conjoint lésé peut demander l'annulation du mariage et des compensations pour préjudice subi (article 57).

288. Question : Quels sont les effets d'un mariage conclu en violation de la période de viduité (Idda) ?

Réponse : Le mariage est déclaré nul. Si la consommation a eu lieu, certains effets, comme la filiation, peuvent être reconnus (article 39).

289. Question : Comment le tribunal gère-t-il les demandes de garde partagée après un divorce ?

Réponse : La garde partagée peut être accordée si elle est dans l'intérêt supérieur de l'enfant et si les deux parents sont capables de collaborer (article 54).

290. Question : Quels sont les droits d'un époux dans un mariage vicié consommé ?

Réponse : L'époux peut obtenir la reconnaissance des effets juridiques tels que la filiation des enfants et les droits patrimoniaux liés au mariage (article 59).

291. Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte demandant un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut prononcer le divorce, mais la femme a droit à une pension alimentaire spécifique jusqu'à l'accouchement, ainsi qu'à la reconnaissance de la filiation de l'enfant (article 39).

292. Question : Quels sont les droits des grands-parents dans une procédure de garde ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander la garde des enfants si les parents sont incapables de remplir leurs obligations, sous réserve de la décision du tribunal (article 54).

293. Question : Comment est traitée une demande de divorce pour incompatibilité entre les conjoints ?

Réponse : Le tribunal tente une conciliation. En cas d'échec, il prononce le divorce en statuant sur les droits et obligations des parties (article 78).

294. Question : Que se passe-t-il si un mari refuse de payer les dépenses liées aux enfants après le divorce ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner le prélèvement direct sur ses revenus ou ses biens pour garantir le paiement des pensions alimentaires (article 84).

295. Question : Quels sont les droits d'une femme qui découvre une tromperie sur l'identité de son mari après le mariage ?

Réponse : Elle peut demander l'annulation du mariage et des compensations pour préjudice moral et matériel (article 63).

296. Question : Que prévoit le Code pour les enfants dont les parents sont tous deux décédés ?

Réponse : La garde est confiée à un proche parent ou à une personne désignée par le tribunal, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

297. Question : Quels sont les droits d'une épouse dans un mariage polygame non autorisé par le tribunal ?

Réponse : Elle peut demander l'annulation du mariage, un divorce pour préjudice, et une compensation financière (article 40).

298. Question : Comment le tribunal traite-t-il une demande de modification de garde d'enfants ?

Réponse : Le tribunal peut modifier la garde si les circonstances changent et si cela sert l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

299. Question : Quels sont les effets juridiques d'un mariage célébré sans témoins ?

Réponse : Le mariage peut être déclaré nul. Toutefois, certains effets, comme la filiation, peuvent être reconnus si le mariage est consommé (article 65).

300. Question : Que prévoit le Code pour protéger les droits d'une femme enceinte abandonnée par son mari ?

Réponse : Le tribunal peut contraindre le mari à verser une pension alimentaire et à subvenir aux besoins spécifiques liés à la grossesse (article 84).

301. Question : Que se passe-t-il si un époux dissimule des biens lors d'un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut enquêter sur les actifs dissimulés et ordonner leur répartition équitable entre les parties (article 49).

302. Question : Quels sont les critères pour annuler un mariage pour défaut de consentement libre ?

Réponse : Un mariage peut être annulé si l'un des époux a été contraint ou n'a pas donné un consentement éclairé, dans un délai de deux mois après la levée de la contrainte (article 63).

303. Question : Quels sont les droits d'un enfant en cas de décès de ses deux parents ?

Réponse : L'enfant a droit à une garde assurée par un proche ou une personne désignée, ainsi qu'à une protection financière grâce à son héritage (article 54).

304. Question : Que prévoit le Code pour un conjoint qui refuse de coopérer avec les décisions judiciaires liées à la garde ?

Réponse : Le tribunal peut imposer des sanctions et des mesures coercitives pour garantir l'exécution des décisions relatives à la garde et au droit de visite (article 54).

305. Question : Comment sont gérées les pensions alimentaires non payées pour plusieurs mois ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner le prélèvement direct sur les revenus ou les biens du débiteur pour garantir le paiement des arriérés (article 84).

306. Question : Quels sont les droits des enfants en cas de litige entre les parents sur leur éducation ?

Réponse : Le tribunal tranche en faveur de la solution qui sert le mieux l'intérêt supérieur de l'enfant, en tenant compte des ressources et des valeurs des parents (article 54).

307. Question : Que prévoit le Code pour une femme demandant un divorce pour négligence de son mari ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice si le mari ne respecte pas ses obligations financières, morales ou conjugales (article 94).

308. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de conclure un acte de mariage après les fiançailles ?

Réponse : Les fiançailles ne sont pas contraignantes. Cependant, les présents échangés peuvent être restitués sur décision judiciaire (article 5).

309. Question : Quels sont les droits de l'époux victime d'une fraude lors du mariage ?

Réponse : L'époux victime peut demander l'annulation du mariage et une indemnisation pour le préjudice moral et financier subi (article 63).

310. Question : Comment le tribunal traite-t-il une demande de transfert de garde en raison de maltraitance ?

Réponse : Le tribunal peut transférer la garde à l'autre parent ou à un proche, après vérification des preuves de maltraitance et dans l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

311. Question : Quels sont les droits d'une épouse après la dissolution d'un mariage polygame non autorisé ?

Réponse : Elle peut demander des compensations financières, la garde des enfants, et l'annulation du mariage polygame non conforme (articles 40-45).

312. Question : Que prévoit le Code pour un enfant né après un divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Si l'enfant naît dans un délai de 300 jours après le divorce, il est présumé être issu du mariage, sauf preuve contraire (article 154).

313. Question : Quels sont les critères pour une garde partagée entre les parents après un divorce ?

Réponse : La garde partagée est possible si les deux parents peuvent collaborer et si elle est dans l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

314. Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte demandant l'annulation de son mariage pour vice de forme ?

Réponse : Le mariage peut être annulé, mais la filiation de l'enfant et les droits financiers de la femme, comme la dot, sont garantis (article 59).

315. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de respecter les modalités de visite fixées par le tribunal ?

Réponse : Le tribunal peut imposer des sanctions et modifier les modalités pour garantir le respect des droits de visite et l'intérêt de l'enfant (article 54).

316. Question : Quels sont les droits d'une femme divorcée sans enfants concernant la pension alimentaire ?

Réponse : Une femme divorcée sans enfants peut demander une pension alimentaire si elle ne dispose pas de ressources suffisantes, sous réserve de la décision du tribunal (article 84).

317. Question : Que prévoit le Code pour les pensions alimentaires en cas de désaccord sur leur montant ?

Réponse : Le tribunal fixe le montant de la pension en fonction des ressources du débiteur et des besoins des bénéficiaires (article 84).

318. Question : Comment sont répartis les biens acquis pendant le mariage en l'absence d'un accord écrit ?

Réponse : Le tribunal évalue les contributions respectives des époux et décide d'une répartition équitable des biens (article 49).

319. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de payer les frais médicaux d'un enfant ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner le paiement des frais médicaux et imposer des mesures coercitives pour garantir leur exécution (article 84).

320. Question : Quels sont les droits des enfants en cas de décès de leur parent gardien ?

Réponse : La garde est transférée à l'autre parent ou, à défaut, à un proche parent, selon l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

321. Question : Que prévoit le Code pour une épouse victime de violence psychologique pendant le mariage ?

Réponse : Une épouse victime de violence psychologique peut demander un divorce pour préjudice et des compensations financières (article 94).

322. Question : Quels sont les droits d'un enfant né d'un mariage déclaré nul ?

Réponse : L'enfant conserve ses droits à la filiation, à la succession, et à une protection légale, malgré la nullité du mariage (article 59).

323. Question : Que se passe-t-il si un époux abandonne financièrement sa famille sans justification ?

Réponse : Le tribunal peut contraindre l'époux à subvenir aux besoins de sa famille et ordonner des mesures coercitives pour garantir les paiements (article 84).

324. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage célébré sans témoins ?

Réponse : Le mariage peut être déclaré nul, mais la femme a droit à la reconnaissance de ses droits financiers, comme la dot et la filiation des enfants (article 65).

325. Question : Que prévoit le Code pour un époux dont le conjoint demande une annulation pour contrainte ?

Réponse : Le mariage peut être annulé si la contrainte est prouvée, et le conjoint responsable peut être tenu de payer des compensations pour préjudice (article 63).

326. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas d'abandon de domicile par son mari ?

Réponse : L'épouse peut demander un divorce pour abandon et exiger une compensation financière, y compris une pension alimentaire pour elle-même et les enfants (article 94).

327. Question : Que prévoit le Code pour un mariage contracté par procuration sans consentement explicite de l'épouse ?

Réponse : Le mariage est nul si l'épouse n'a pas donné son consentement explicite et libre, et elle peut demander des compensations pour préjudice (article 17).

328. Question : Comment le tribunal gère-t-il les litiges sur la prise en charge des enfants après un divorce ?

Réponse : Le tribunal répartit les responsabilités entre les parents en tenant compte de leurs capacités financières et des besoins des enfants (article 54).

329. Question : Quels sont les droits des enfants handicapés en matière de garde et de soutien ?

Réponse : Les enfants handicapés bénéficient d'une protection spécifique, d'une éducation adaptée, et d'une prise en charge financière obligatoire par leurs parents (article 54).

330. Question : Que prévoit le Code pour une épouse dont le mari refuse de consommer le mariage ?

Réponse : Elle peut demander une résiliation du mariage pour non-consommation et réclamer la restitution de la dot ou des compensations selon le préjudice subi (article 63).

331. Question : Quels sont les droits d'un parent qui n'a pas la garde des enfants après un divorce ?

Réponse : Le parent a droit à un régime de visite et doit contribuer financièrement aux besoins des enfants via une pension alimentaire (article 54).

332. Question : Que se passe-t-il si un époux découvre une maladie grave cachée après le mariage ?

Réponse : L'époux peut demander une annulation du mariage pour dol, à condition que la maladie soit considérée comme un défaut essentiel (article 63).

333. Question : Quels sont les droits d'une femme mariée pendant la période de fiançailles si son fiancé décède ?

Réponse : Elle peut réclamer la restitution de la dot convenue si elle a été versée avant le décès. Les fiançailles ne créent toutefois aucun droit successoral (article 9).

334. Question : Que prévoit le Code pour les femmes victimes de violences domestiques pendant le mariage ?

Réponse : Elles peuvent demander un divorce pour préjudice, des mesures de protection immédiates, et des compensations financières pour les préjudices subis (article 94).

335. Question : Comment le tribunal gère-t-il une demande de garde si les deux parents sont inaptes ?

Réponse : La garde est confiée à un proche parent ou à une autre personne apte, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

336. Question : Que prévoit le Code pour une femme qui se remarie pendant la période de viduité ?

Réponse : Le mariage est déclaré nul si la période de viduité n'est pas respectée. La femme peut également perdre certains droits financiers associés à son précédent mariage (article 39).

337. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de dissolution d'un mariage polygame sans autorisation judiciaire ?

Réponse : L'épouse peut demander un divorce pour préjudice, des compensations financières, et une reconnaissance de ses droits patrimoniaux (article 40).

338. Question : Que prévoit le Code pour un enfant né après la fin de la période de viduité de sa mère ?

Réponse : L'enfant n'est pas présumé être issu du mariage précédent. Sa filiation peut être établie par des preuves légales ou un jugement judiciaire (article 154).

339. Question : Quels sont les devoirs des parents envers leurs enfants en matière de scolarité ?

Réponse : Les parents doivent garantir l'éducation et l'instruction de leurs enfants, conformément à leurs besoins et à leurs capacités financières (article 54).

340. Question : Que se passe-t-il si un conjoint dissimule une dette importante avant le mariage ?

Réponse : Le conjoint lésé peut demander une annulation pour dol ou réclamer des compensations si la dette affecte gravement les finances du ménage (article 63).

341. Question : Quels sont les droits de l'épouse en cas de mariage par contrainte ?

Réponse : Elle peut demander une annulation du mariage dans un délai de deux mois après la levée de la contrainte, avec des compensations pour préjudice (article 63).

342. **Question : Comment le tribunal évalue-t-il l'intérêt supérieur de l'enfant dans une procédure de garde ?**
Réponse : Le tribunal tient compte des besoins émotionnels, éducatifs, et matériels de l'enfant, ainsi que de la capacité du parent à répondre à ces besoins (article 54).
343. **Question : Quels sont les droits d'une épouse divorcée concernant la dot non payée ?**
Réponse : Elle peut saisir le tribunal pour exiger le paiement de la dot, qui constitue une dette légale à la charge du mari (article 31).
344. **Question : Que prévoit le Code pour un mariage non consommé conclu avec des empêchements temporaires ?**
Réponse : Le mariage peut être annulé sans effet juridique. Aucune dot ou compensation n'est due si la consommation n'a pas eu lieu (article 59).
345. **Question : Quels sont les droits d'un enfant né dans une union non formalisée ?**
Réponse : L'enfant a droit à la filiation, à une pension alimentaire, et à une protection légale égale à celle des enfants nés d'un mariage formalisé (article 9).
346. **Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de respecter une clause financière du contrat de mariage ?**
Réponse : L'autre époux peut saisir le tribunal pour exiger l'application de la clause, à condition qu'elle soit conforme aux principes fondamentaux du mariage (article 48).
347. **Question : Quels sont les droits de l'épouse si le mari est déclaré absent ou disparu ?**
Réponse : Elle peut demander un jugement déclaratif de décès après une période déterminée ou engager une procédure de divorce pour abandon (article 75).
348. **Question : Comment le tribunal décide-t-il des modalités du droit de visite pour un parent non gardien ?**
Réponse : Le tribunal fixe un régime de visite en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et des conditions pratiques pour les deux parents (article 54).
349. **Question : Que prévoit le Code pour une femme demandant l'annulation d'un mariage pour dol après consommation ?**
Réponse : Le mariage peut être annulé, mais la dot et la filiation des enfants sont préservées. L'épouse peut également demander des compensations pour préjudice (article 59).
350. **Question : Quels sont les droits des enfants en cas de décès de leur père pendant un mariage polygame ?**
Réponse : Tous les enfants, quelle que soit leur mère, ont des droits égaux à l'héritage conformément aux règles de succession (articles relatifs à la succession).
351. **Question : Quels sont les devoirs financiers du père envers ses enfants après un divorce ?**
Réponse : Le père doit verser une pension alimentaire couvrant les besoins essentiels des enfants, tels que la nourriture, l'éducation et la santé (article 54).
352. **Question : Que prévoit le Code pour un mariage contracté par une femme sans l'autorisation de ses parents alors qu'elle est mineure ?**
Réponse : Le mariage est nul, sauf s'il a été autorisé par un juge conformément aux dispositions sur le mariage des mineurs (article 20).
353. **Question : Que se passe-t-il si un époux omet volontairement de déclarer un mariage polygame précédent ?**
Réponse : L'autre époux peut demander l'annulation du mariage pour dol et des compensations pour préjudice, si applicable (article 40).

354. Question : Quels sont les droits de la femme en période de viduité après un divorce ?

Réponse : Elle conserve son droit à une pension alimentaire et à un logement adapté jusqu'à la fin de la période de viduité (Idda) (article 39).

355. Question : Comment est déterminé le montant de la pension alimentaire pour une femme enceinte après un divorce ?

Réponse : Le tribunal fixe la pension en fonction des ressources du mari et des besoins spécifiques liés à la grossesse et à l'accouchement (article 84).

356. Question : Quels sont les droits des grands-parents concernant leurs petits-enfants en cas de décès des parents ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander la garde ou un droit de visite, en tenant compte de l'intérêt supérieur des enfants (article 54).

357. Question : Que prévoit le Code pour un mariage célébré sans les formalités légales mais avec le consentement des parties ?

Réponse : Le mariage peut être reconnu rétroactivement par une décision judiciaire si les preuves nécessaires sont apportées (article 16).

358. Question : Quels sont les droits de l'épouse si le mariage est annulé pour non-respect des empêchements légaux ?

Réponse : Elle peut réclamer la dot convenue et des compensations financières si elle a subi un préjudice moral ou matériel (article 59).

359. Question : Que prévoit le Code pour un enfant né d'une union polygame non autorisée ?

Réponse : L'enfant conserve ses droits à la filiation et à la succession, même si le mariage de ses parents est déclaré nul (article 59).

360. Question : Quels sont les devoirs financiers d'un parent envers un enfant majeur poursuivant des études ?

Réponse : Le parent doit continuer à contribuer aux frais d'éducation de l'enfant majeur tant qu'il poursuit des études ou une formation professionnelle (article 54).

361. Question : Que se passe-t-il si un époux engage des dépenses importantes sans consulter l'autre ?

Réponse : Si les dépenses sont jugées excessives et injustifiées, l'autre époux peut demander une compensation ou une révision des conditions financières du mariage (article 49).

362. Question : Quels sont les droits d'une épouse dans un mariage annulé après consommation ?

Réponse : Elle a droit à la dot et à la reconnaissance de la filiation des enfants, ainsi qu'à une éventuelle compensation pour préjudice (article 59).

363. Question : Comment le tribunal gère-t-il les pensions alimentaires non payées après un jugement ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner un prélèvement direct sur les revenus du débiteur ou imposer des sanctions pour garantir les paiements (article 84).

364. Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte dans un mariage contracté par procuration sans son consentement ?

Réponse : Le mariage est nul, mais la femme peut demander une reconnaissance de la filiation de l'enfant et des compensations financières (article 17).

365. Question : Quels sont les droits des parents divorcés concernant les décisions importantes sur leurs enfants ?

Réponse : Les décisions majeures, comme l'éducation ou les soins médicaux, doivent être prises conjointement. En cas de désaccord, le tribunal tranche (article 54).

366. Question : Que prévoit le Code pour les femmes victimes de négligence grave de leur mari ?

Réponse : Une femme peut demander un divorce pour préjudice si le mari ne respecte pas ses obligations conjugales, notamment financières ou morales (article 94).

367. Question : Quels sont les droits d'un enfant issu d'un mariage non enregistré mais consommé ?

Réponse : L'enfant bénéficie des mêmes droits en matière de filiation, de succession, et de protection que ceux issus d'un mariage formellement enregistré (article 16).

368. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de reconnaître un enfant né dans les 300 jours après le divorce ?

Réponse : La filiation peut être établie par décision judiciaire, sur la base de preuves comme des tests ADN ou des documents (article 154).

369. Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de dissolution d'un mariage pour incompatibilité ?

Réponse : Elle a droit à une compensation équitable, à la garde des enfants si applicable, et à une pension alimentaire pendant la période de viduité (articles 39 et 94).

370. Question : Que prévoit le Code pour les enfants abandonnés par leur père après un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut obliger le père à verser une pension alimentaire et prendre des mesures coercitives en cas de non-paiement (article 84).

371. Question : Quels sont les critères pour transférer la garde d'un enfant à un proche parent ?

Réponse : Le tribunal peut transférer la garde à un proche si les parents sont jugés inaptes, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

372. Question : Que se passe-t-il si un conjoint découvre une fausse déclaration sur l'identité de son partenaire après le mariage ?

Réponse : Le mariage peut être annulé pour dol, et le conjoint lésé peut demander des compensations pour préjudice moral et financier (article 63).

373. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage par procuration non autorisé ?

Réponse : Elle peut demander l'annulation du mariage et des compensations financières pour préjudice subi (article 17).

374. Question : Comment est établie la filiation d'un enfant né d'un mariage annulé ?

Réponse : La filiation est reconnue si le mariage a été consommé ou si des preuves suffisantes établissent le lien de paternité (article 59).

375. Question : Quels sont les devoirs des parents envers leurs enfants après un divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins des enfants, en convenant des modalités de garde et de pension alimentaire (article 114).

376. Question : Que prévoit le Code pour une épouse dont le mari refuse de contribuer aux charges du ménage ?

Réponse : Elle peut saisir le tribunal pour exiger une contribution financière du mari ou demander un divorce pour préjudice (article 94).

377. Question : Quels sont les droits d'un enfant né dans une union polygame non enregistrée ?

Réponse : L'enfant conserve ses droits à la filiation et à une protection légale, même si le mariage de ses parents n'est pas reconnu formellement (article 59).

378. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de respecter un accord prénuptial sur la gestion des biens ?

Réponse : L'autre époux peut saisir le tribunal pour faire respecter l'accord, à condition qu'il soit conforme aux dispositions du Code (article 49).

379. Question : Quels sont les droits d'une femme divorcée en matière de partage des biens acquis pendant le mariage ?

Réponse : Elle a droit à une répartition équitable des biens acquis en commun, selon les contributions respectives évaluées par le tribunal (article 49).

380. Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte dans un mariage déclaré nul ?

Réponse : La femme conserve ses droits financiers, comme la dot, et l'enfant bénéficie de la reconnaissance de filiation et de ses droits successoraux (article 59).

381. Question : Comment le tribunal évalue-t-il les besoins financiers des enfants dans une pension alimentaire ?

Réponse : Le tribunal prend en compte les dépenses liées à la nourriture, à l'éducation, aux soins médicaux, et à d'autres besoins essentiels des enfants (article 84).

382. Question : Que se passe-t-il si un époux dissimule des biens pendant un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner une enquête et inclure les biens dissimulés dans la répartition des biens communs (article 49).

383. Question : Quels sont les droits d'une épouse si son mari contracte un mariage polygame sans son consentement ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, des compensations financières, et la garde des enfants si applicable (article 40).

384. Question : Que prévoit le Code pour les enfants majeurs ayant des besoins spécifiques après le divorce de leurs parents ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins des enfants majeurs ayant des besoins spécifiques, comme un handicap ou une dépendance financière (article 54).

385. Question : Quels sont les devoirs d'un parent envers un enfant confié à un proche après un divorce ?

Réponse : Le parent doit contribuer financièrement et rester impliqué dans les décisions majeures concernant l'éducation et la santé de l'enfant (article 54).

386. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage conclu sous une contrainte avérée ?

Réponse : Elle peut demander l'annulation du mariage dans un délai de deux mois après la levée de la contrainte et exiger des compensations pour préjudice (article 63).

387. Question : Que prévoit le Code pour les pensions alimentaires des enfants en cas de litige entre les parents ?

Réponse : Le tribunal fixe le montant de la pension en fonction des besoins des enfants et des capacités financières des parents (article 84).

388. Question : Quels sont les droits d'un époux dans un mariage annulé pour empêchements légaux ?

Réponse : Si le mariage a été consommé, l'époux peut obtenir la reconnaissance de certains effets juridiques, tels que la filiation des enfants et les droits patrimoniaux (article 59).

389. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de respecter les obligations financières convenues dans le contrat de mariage ?

Réponse : L'autre conjoint peut saisir le tribunal pour exiger le respect des clauses financières, à condition qu'elles soient conformes au Code (article 49).

390. Question : Quels sont les droits des enfants nés hors mariage en matière de filiation ?

Réponse : Les enfants nés hors mariage ont droit à la reconnaissance de leur filiation, sur la base de preuves ou d'un jugement judiciaire, et bénéficient des mêmes droits légaux que les autres enfants (article 9).

391. Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte abandonnée avant la consommation du mariage ?

Réponse : Si la filiation est établie, elle a droit à des compensations financières et à une reconnaissance légale de l'enfant (article 9).

392. Question : Quels sont les droits de l'enfant si un parent refuse de financer ses études ?

Réponse : Le tribunal peut contraindre le parent à contribuer financièrement aux frais d'éducation de l'enfant, même après la majorité, si l'enfant poursuit des études (article 54).

393. Question : Que se passe-t-il si un mariage est contracté pendant la période de viduité d'une femme ?

Réponse : Le mariage est déclaré nul. Toutefois, la filiation des enfants et d'autres effets juridiques peuvent être reconnus en cas de consommation (article 39).

394. Question : Quels sont les critères pour que le tribunal accorde la garde d'un enfant à un proche parent ?

Réponse : Le tribunal évalue la capacité du proche à offrir un environnement stable et sécurisé, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

395. Question : Que prévoit le Code pour les couples vivant ensemble sans être mariés ?

Réponse : Les unions libres ne sont pas reconnues par le Code, mais les enfants issus de ces relations bénéficient des droits légaux à la filiation et à la protection (article 9).

396. Question : Quels sont les droits d'une épouse si son mari refuse de consommer le mariage après la cérémonie ?

Réponse : Elle peut demander une résiliation pour non-consommation et réclamer la restitution de la dot ou une compensation pour préjudice (article 63).

397. Question : Que prévoit le Code pour les litiges liés à la garde des enfants en cas de violence parentale ?

Réponse : Le tribunal peut transférer la garde à l'autre parent ou à un proche apte à protéger l'enfant, tout en imposant des sanctions au parent violent (article 54).

398. Question : Quels sont les droits des grands-parents en matière de visite après un divorce ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander un droit de visite pour maintenir un lien familial, sous réserve de l'approbation du tribunal (article 54).

399. Question : Que se passe-t-il si un époux dissimule un mariage précédent avant de contracter un nouveau mariage ?

Réponse : Le mariage peut être annulé pour dol, et le conjoint lésé peut demander des compensations financières et morales (article 63).

400. **Question : Quels sont les droits d'une épouse dans un mariage déclaré nul pour absence de consentement ?**
Réponse : Elle a droit à la restitution de la dot et à une éventuelle compensation pour préjudice, en fonction des circonstances (article 59).
401. **Question : Comment le tribunal gère-t-il une demande de divorce pour discorde conjugale ?**
Réponse : Le tribunal tente une conciliation entre les époux. En cas d'échec, il prononce le divorce et statue sur les droits et obligations des parties (article 94).
402. **Question : Que prévoit le Code pour les enfants handicapés dans une procédure de garde ?**
Réponse : Les enfants handicapés ont droit à une prise en charge spécifique et à un environnement adapté à leurs besoins, même après un divorce (article 54).
403. **Question : Quels sont les droits de l'épouse si le mari tente de contracter un mariage polygame sans son autorisation ?**
Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice et des compensations financières. Le tribunal peut également annuler le mariage polygame non conforme (article 40).
404. **Question : Que se passe-t-il si un mariage est contracté par un mineur sans autorisation judiciaire ?**
Réponse : Le mariage est nul et peut être annulé sur demande de l'une des parties ou du ministère public (article 20).
405. **Question : Quels sont les droits des enfants en cas de litige entre les parents sur leur résidence ?**
Réponse : Le tribunal statue en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et peut attribuer la résidence à l'un des parents ou à un proche (article 54).
406. **Question : Que prévoit le Code pour une femme demandant un divorce pour défaut de soutien financier de son mari ?**
Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice si le mari ne respecte pas son obligation de subvenir aux besoins du ménage (article 94).
407. **Question : Quels sont les droits des enfants en cas de décès de leur parent gardien ?**
Réponse : La garde est transférée à l'autre parent ou, à défaut, à un proche parent capable de répondre à leurs besoins, selon l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).
408. **Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de payer la pension alimentaire après un jugement ?**
Réponse : Le tribunal peut imposer des sanctions et ordonner un prélèvement direct sur les revenus ou les biens de l'époux défaillant (article 84).
409. **Question : Quels sont les droits d'une épouse si son mariage est annulé pour défaut de formalités légales ?**
Réponse : Elle conserve ses droits financiers, tels que la dot, et les enfants issus de ce mariage conservent leurs droits à la filiation et à la succession (article 59).
410. **Question : Comment le tribunal décide-t-il de la répartition des biens acquis pendant le mariage ?**
Réponse : Le tribunal évalue les contributions financières et non financières de chaque époux pour déterminer une répartition équitable des biens communs (article 49).
411. **Question : Que prévoit le Code pour les femmes victimes de violences physiques pendant le mariage ?**

Réponse : Elles peuvent demander un divorce pour préjudice, des mesures de protection immédiates, et des compensations pour les dommages subis (article 94).

412. Question : Quels sont les droits des enfants majeurs poursuivant leurs études après un divorce ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins des enfants majeurs, notamment pour leur éducation et leur formation professionnelle (article 54).

413. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu sans l'autorisation judiciaire requise pour un mineur ?

Réponse : Le mariage est nul et peut être annulé par le tribunal, sauf s'il est validé a posteriori par une autorisation judiciaire (article 20).

414. Question : Quels sont les droits de l'épouse en cas d'abandon de domicile par son mari sans justification ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour abandon et exiger une pension alimentaire ainsi que des compensations pour préjudice (article 94).

415. Question : Que prévoit le Code pour les couples vivant ensemble sans être mariés, concernant les enfants nés de cette union ?

Réponse : Les enfants ont droit à une filiation, à une pension alimentaire, et à une protection légale, même si leurs parents ne sont pas mariés (article 9).

416. Question : Quels sont les devoirs financiers du mari envers son épouse pendant le mariage ?

Réponse : Le mari doit subvenir aux besoins essentiels de sa femme, y compris le logement, la nourriture, et les soins médicaux (article 51).

417. Question : Que se passe-t-il si un époux omet de déclarer un mariage précédent avant de contracter un nouveau mariage ?

Réponse : L'autre époux peut demander l'annulation du mariage pour dol et des compensations pour préjudice moral et matériel (article 63).

418. Question : Quels sont les droits de l'enfant en matière de succession en cas de décès de ses parents ?

Réponse : L'enfant a droit à une part d'héritage conformément aux règles de succession. Un tuteur peut être désigné pour gérer les biens de l'enfant mineur (articles relatifs à la succession).

419. Question : Que prévoit le Code pour les femmes demandant l'annulation d'un mariage pour vice de forme après consommation ?

Réponse : La dot et la filiation des enfants sont préservées, mais le mariage peut être annulé. Des compensations pour préjudice peuvent également être demandées (article 59).

420. Question : Quels sont les critères pour accorder la garde partagée après un divorce ?

Réponse : La garde partagée peut être accordée si les deux parents sont capables de collaborer et si elle est dans l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

421. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de contribuer aux dépenses éducatives des enfants ?

Réponse : Le tribunal peut imposer des mesures coercitives pour garantir le paiement des frais éducatifs et ordonner une pension alimentaire adaptée (article 84).

422. Question : Quels sont les droits des enfants nés dans une union annulée pour empêchements temporaires ?

Réponse : Les enfants conservent leurs droits à la filiation et à une protection légale, même si l'union est déclarée nulle (article 59).

423. **Question : Que prévoit le Code pour les femmes dont les maris dissimulent des revenus pendant le mariage ?**
Réponse : Elles peuvent demander une révision des contributions financières du mari et une compensation pour les charges excessives supportées (article 49).
424. **Question : Quels sont les droits d'une épouse dans un mariage polygame conclu sans son consentement ?**
Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, des compensations financières, et la garde des enfants si applicable (article 40).
425. **Question : Comment le tribunal statue-t-il sur les droits de visite pour un parent ayant des antécédents de violence ?**
Réponse : Le tribunal peut restreindre ou encadrer le droit de visite pour protéger l'enfant, tout en assurant un suivi pour évaluer l'évolution de la situation (article 54).
426. **Question : Que prévoit le Code pour une femme demandant un divorce en raison de comportements abusifs de son mari ?**
Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice et exiger des compensations financières, ainsi qu'une pension alimentaire pour elle-même et les enfants (article 94).
427. **Question : Quels sont les droits des enfants en matière de filiation en cas de mariage non enregistré ?**
Réponse : Les enfants bénéficient des mêmes droits en matière de filiation et de succession que ceux issus d'un mariage enregistré, une fois leur filiation établie (article 16).
428. **Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de respecter les modalités de garde fixées par le tribunal ?**
Réponse : Le tribunal peut imposer des sanctions, y compris des modifications des modalités de garde ou des restrictions au droit de visite (article 54).
429. **Question : Quels sont les droits d'une épouse en cas de divorce avant la consommation du mariage ?**
Réponse : Elle a droit à la moitié de la dot fixée dans le contrat, sauf si elle y renonce ou si une stipulation contraire a été convenue (article 32).
430. **Question : Que prévoit le Code pour les femmes mariées de force et demandant l'annulation du mariage ?**
Réponse : Le mariage peut être annulé si la contrainte est prouvée. La femme a droit à des compensations pour préjudice et, le cas échéant, à la filiation des enfants (article 63).
431. **Question : Quels sont les droits des grands-parents sur leurs petits-enfants après un divorce ?**
Réponse : Les grands-parents peuvent demander un droit de visite ou, dans certains cas, la garde des enfants, en tenant compte de l'intérêt supérieur de ces derniers (article 54).
432. **Question : Que se passe-t-il si un mariage est annulé pour défaut d'autorisation judiciaire dans un mariage de mineur ?**
Réponse : Le mariage est déclaré nul, mais les effets juridiques comme la dot ou la filiation des enfants peuvent être reconnus si le mariage a été consommé (article 20).
433. **Question : Quels sont les droits de l'épouse si le mari refuse de subvenir aux besoins du ménage ?**
Réponse : Elle peut demander un divorce pour non-respect des obligations conjugales et exiger une compensation pour le préjudice subi (article 94).
434. **Question : Que prévoit le Code pour un mariage contracté avec une fausse identité ?**
Réponse : Le mariage est déclaré nul, et le conjoint lésé peut demander une compensation

pour les préjudices moraux et financiers subis (article 63).

435. Question : Quels sont les critères pour transférer la garde d'un enfant en cas de maltraitance ?

Réponse : Le tribunal peut transférer la garde à l'autre parent ou à un proche apte, après avoir vérifié les preuves de maltraitance, tout en priorisant l'intérêt de l'enfant (article 54).

436. Question : Quels sont les droits d'une femme divorcée en matière de logement si elle a la garde des enfants ?

Réponse : La femme peut continuer à occuper le logement familial pour garantir un environnement stable aux enfants, sous réserve de la décision du tribunal (article 54).

437. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de payer la dot après la consommation du mariage ?

Réponse : L'épouse peut saisir le tribunal pour exiger le paiement de la dot, qui constitue une dette légale à la charge du mari (article 31).

438. Question : Quels sont les droits des enfants nés d'une union polygame non autorisée ?

Réponse : Les enfants conservent leurs droits à la filiation et à la succession, même si le mariage de leurs parents est déclaré nul (article 59).

439. Question : Que prévoit le Code pour les femmes enceintes abandonnées avant la consommation du mariage ?

Réponse : Si la filiation est prouvée, elles ont droit à une compensation financière et à une reconnaissance légale des droits de l'enfant (article 9).

440. Question : Quels sont les devoirs financiers des parents envers leurs enfants majeurs en situation de handicap ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins des enfants majeurs handicapés, y compris en matière de soins et d'assistance spécifique (article 54).

441. Question : Que se passe-t-il si un mariage est contracté en violation des règles sur la polygamie ?

Réponse : Le mariage peut être annulé. L'épouse lésée peut demander un divorce pour préjudice, des compensations financières, et la garde des enfants si applicable (article 40).

442. Question : Quels sont les droits de l'époux dans un mariage annulé pour non-respect des formalités légales ?

Réponse : Si le mariage a été consommé, l'époux peut bénéficier de la reconnaissance des effets juridiques tels que la filiation des enfants (article 59).

443. Question : Que prévoit le Code pour les parents qui ne parviennent pas à s'entendre sur les décisions éducatives de leurs enfants ?

Réponse : Le tribunal tranche sur la solution qui sert le mieux l'intérêt supérieur de l'enfant, après avoir examiné les arguments des deux parties (article 54).

444. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de signer un accord de divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Le divorce peut être converti en une autre procédure judiciaire, comme un divorce pour préjudice ou pour incompatibilité (article 114).

445. Question : Quels sont les droits des enfants dans une famille recomposée après un divorce ?

Réponse : Les enfants conservent leurs droits à une garde appropriée, à une pension alimentaire, et à une protection juridique même dans une famille recomposée (article 54).

446. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage annulé pour vice du consentement ?

Réponse : Elle peut réclamer la restitution de la dot, demander des compensations pour préjudice, et obtenir la reconnaissance de la filiation des enfants (article 63).

447. Question : Que prévoit le Code pour un époux demandant la garde d'un enfant en cas de décès du parent gardien ?

Réponse : L'autre parent est prioritaire pour la garde, sous réserve de sa capacité à subvenir aux besoins de l'enfant et à garantir son bien-être (article 54).

448. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu sans témoins conformément à la loi ?

Réponse : Le mariage peut être déclaré nul, mais les effets tels que la filiation et la dot peuvent être reconnus si le mariage a été consommé (article 65).

449. Question : Quels sont les droits d'une épouse après un divorce pour incompatibilité ?

Réponse : Elle peut demander une compensation équitable, la garde des enfants si applicable, et une pension alimentaire pour elle-même et les enfants (article 94).

450. Question : Que prévoit le Code pour une femme victime de violence conjugale demandant un divorce ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, des mesures de protection immédiates, et des compensations pour les dommages subis (article 94).

451. Question : Quels sont les droits des grands-parents en matière de garde si les parents sont incapables ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander la garde si cela est dans l'intérêt supérieur de l'enfant, sous réserve de l'approbation du tribunal (article 54).

452. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de respecter une clause du contrat de mariage relative à la gestion des biens ?

Réponse : L'autre conjoint peut saisir le tribunal pour faire appliquer la clause, à condition qu'elle soit conforme aux dispositions du Code (article 49).

453. Question : Quels sont les droits des enfants nés après un divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Les enfants conservent leurs droits à la filiation, à une pension alimentaire, et à une éducation adéquate, avec des modalités fixées par le tribunal si nécessaire (article 114).

454. Question : Que prévoit le Code pour une femme enceinte dans un mariage polygame non autorisé ?

Réponse : La femme peut demander l'annulation du mariage, mais l'enfant conserve ses droits à la filiation et à une protection légale (article 40).

455. Question : Quels sont les critères pour accorder une pension alimentaire à une femme divorcée sans enfants ?

Réponse : Le tribunal évalue les besoins de la femme et les ressources du mari pour fixer une pension alimentaire temporaire après le divorce (article 84).

456. Question : Que prévoit le Code pour les enfants handicapés après le divorce de leurs parents ?

Réponse : Les parents doivent continuer à subvenir aux besoins spécifiques de l'enfant, y compris en matière de soins, d'éducation, et d'assistance (article 54).

457. Question : Que se passe-t-il si un époux dissimule des biens lors de la répartition après un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner une enquête et inclure les biens dissimulés dans la répartition des actifs communs (article 49).

458. Question : Quels sont les droits d'une femme dont le mariage est annulé pour défaut de respect des conditions légales ?

Réponse : Elle conserve ses droits financiers, comme la dot, et les enfants issus de ce mariage conservent leurs droits à la filiation (article 59).

459. Question : Que prévoit le Code pour les mariages célébrés à l'étranger par des Marocains ?

Réponse : Les mariages doivent être conformes aux lois locales et enregistrés auprès des consulats marocains pour être reconnus légalement au Maroc (article 14).

460. Question : Quels sont les droits d'une épouse abandonnée par son mari sans ressources ?

Réponse : Elle peut demander une pension alimentaire au tribunal et, si nécessaire, un divorce pour abandon et des compensations pour préjudice (article 94).

461. Question : Comment le tribunal évalue-t-il les besoins des enfants dans une pension alimentaire ?

Réponse : Le tribunal tient compte des besoins spécifiques des enfants, notamment en matière de santé, d'éducation, et de logement, ainsi que des capacités financières des parents (article 84).

462. Question : Quels sont les effets juridiques d'un mariage annulé après consommation ?

Réponse : La filiation des enfants est reconnue, la dot est due, et d'autres effets, comme les droits successoraux, peuvent être préservés (article 59).

463. Question : Que prévoit le Code pour les enfants nés d'une union non formalisée ?

Réponse : Les enfants ont droit à la filiation, à une pension alimentaire, et à une protection légale égale à celle des enfants nés d'un mariage enregistré (article 9).

464. Question : Quels sont les droits des parents divorcés concernant les décisions éducatives majeures des enfants ?

Réponse : Les décisions doivent être prises conjointement. En cas de désaccord, le tribunal tranche en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

465. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de signer un acte de divorce par consentement mutuel ?

Réponse : Le divorce peut être converti en une autre procédure judiciaire, comme un divorce pour incompatibilité ou préjudice (article 114).

466. Question : Quels sont les droits d'une épouse si le mari refuse de payer la pension alimentaire pendant le mariage ?

Réponse : Elle peut saisir le tribunal pour exiger une contribution financière, et si le mari persiste dans son refus, elle peut demander un divorce pour préjudice (article 94).

467. Question : Que prévoit le Code pour une femme mariée découvrant que son époux est déjà marié sans autorisation ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, des compensations financières, et l'annulation du mariage polygame illégal (article 40).

468. Question : Quels sont les droits des enfants en cas de séparation de leurs parents non mariés ?

Réponse : Les enfants ont droit à une filiation établie, à une pension alimentaire, et à une prise en charge adéquate par leurs deux parents (article 9).

469. Question : Que se passe-t-il si un mariage est conclu avec des empêchements perpétuels ?

Réponse : Le mariage est déclaré nul, mais certains effets juridiques, comme la filiation des enfants, peuvent être reconnus en cas de consommation (article 36).

470. Question : Quels sont les droits de l'époux victime de violence physique ou psychologique dans le mariage ?

Réponse : L'époux peut demander un divorce pour préjudice et des compensations financières pour les dommages subis (article 94).

471. Question : Comment le tribunal statue-t-il sur le transfert de garde d'un enfant à l'autre parent ?

Réponse : Le tribunal examine les capacités du parent demandeur à subvenir aux besoins de l'enfant et évalue si cela sert son intérêt supérieur (article 54).

472. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage polygame conclu sans respecter les principes d'équité ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour non-respect des obligations conjugales, des compensations financières, et la garde des enfants (article 42).

473. Question : Que prévoit le Code pour les mariages contractés à l'étranger mais non enregistrés ?

Réponse : Les mariages doivent être enregistrés auprès des consulats marocains pour être reconnus légalement. En l'absence d'enregistrement, une action en reconnaissance peut être intentée (article 14).

474. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de contribuer aux frais médicaux de l'enfant après un divorce ?

Réponse : Le tribunal peut obliger le parent défaillant à couvrir les frais médicaux et à respecter ses obligations financières envers l'enfant (article 84).

475. Question : Quels sont les droits d'une femme enceinte dans un mariage annulé pour vice de forme ?

Réponse : Elle a droit à une compensation financière, à la dot convenue, et à la reconnaissance de la filiation et des droits de l'enfant (article 59).

476. Question : Quels sont les droits des enfants nés après la dissolution d'un mariage pour préjudice ?

Réponse : Les enfants nés dans un délai de 300 jours après la dissolution sont présumés être issus du mariage et bénéficient de tous leurs droits à la filiation (article 154).

477. Question : Que prévoit le Code pour une femme victime de pressions pour renoncer à ses droits matrimoniaux ?

Réponse : Elle peut demander l'annulation de tout acte de renonciation obtenu sous contrainte et réclamer une compensation pour le préjudice subi (article 63).

478. Question : Quels sont les droits des grands-parents dans une procédure de garde après le décès des parents ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander la garde ou un droit de visite pour maintenir un lien familial, sous réserve de l'approbation du tribunal (article 54).

479. Question : Que se passe-t-il si un époux refuse de payer les pensions alimentaires ordonnées par le tribunal ?

Réponse : Le tribunal peut ordonner des mesures coercitives, comme le prélèvement direct sur les revenus ou les biens, pour garantir le paiement (article 84).

480. Question : Quels sont les effets d'un mariage annulé après consommation sur les droits des enfants ?

Réponse : La filiation des enfants est reconnue, et ils conservent leurs droits légaux à la succession et à une protection légale (article 59).

481. Question : Que prévoit le Code pour une épouse demandant un divorce pour abandon du domicile conjugal ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice et réclamer des compensations financières ainsi qu'une pension alimentaire (article 94).

482. Question : Quels sont les droits des enfants en matière de garde si les deux parents sont jugés inaptes ?

Réponse : La garde est confiée à un proche parent ou à une personne désignée par le tribunal, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (article 54).

483. Question : Que se passe-t-il si un époux découvre une tromperie sur l'identité de son conjoint après le mariage ?

Réponse : Le mariage peut être annulé pour dol, et l'époux lésé peut demander des compensations pour préjudice moral et matériel (article 63).

484. Question : Quels sont les droits d'une épouse dans un mariage polygame non autorisé par le tribunal ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, des compensations financières, et l'annulation du mariage polygame (article 40).

485. Question : Que prévoit le Code pour un époux demandant la garde exclusive de ses enfants après un divorce ?

Réponse : Le tribunal évalue les capacités du parent demandeur à garantir le bien-être des enfants et statue dans leur intérêt supérieur (article 54).

486. Question : Quels sont les droits d'une femme dans un mariage contracté sans l'autorisation requise pour un mineur ?

Réponse : Le mariage est nul, mais la femme peut réclamer des compensations financières et la reconnaissance de la filiation des enfants si le mariage a été consommé (article 20).

487. Question : Que se passe-t-il si un conjoint refuse de respecter les modalités de garde partagée fixées par le tribunal ?

Réponse : Le tribunal peut modifier les modalités ou restreindre les droits du conjoint fautif pour garantir le bien-être de l'enfant (article 54).

488. Question : Quels sont les droits d'une femme demandant un divorce pour violence psychologique ?

Réponse : Elle peut demander un divorce pour préjudice, des mesures de protection, et des compensations financières pour les dommages subis (article 94).

489. Question : Que prévoit le Code pour les enfants nés dans une union non formalisée mais consommée ?

Réponse : Les enfants ont droit à la reconnaissance de leur filiation, à une pension alimentaire, et à une protection légale, une fois leur filiation établie (article 9).

490. Question : Quels sont les critères pour que le tribunal transfère la garde d'un enfant à un autre parent ?

Réponse : Le tribunal évalue les capacités du parent demandeur à garantir le bien-être matériel, éducatif et émotionnel de l'enfant, en priorité à son intérêt supérieur (article 54).

491. Question : Que se passe-t-il si un époux omet volontairement de déclarer ses dettes avant le mariage ?

Réponse : Le conjoint lésé peut demander une annulation pour dol ou réclamer une compensation si les dettes affectent gravement la stabilité financière du ménage (article 63).

492. Question : Quels sont les droits des enfants handicapés dans un divorce ?

Réponse : Les parents doivent garantir une prise en charge spécifique, incluant l'éducation adaptée, les soins médicaux, et une pension alimentaire appropriée (article 54).

493. Question : Que prévoit le Code pour une femme mariée par contrainte et demandant une annulation ?

Réponse : Elle peut demander l'annulation du mariage dans un délai de deux mois après la levée de la contrainte, ainsi que des compensations pour préjudice (article 63).

494. Question : Quels sont les devoirs d'un parent envers un enfant confié à un proche après un divorce ?

Réponse : Le parent doit continuer à subvenir aux besoins financiers de l'enfant et rester impliqué dans les décisions majeures le concernant (article 54).

495. Question : Que se passe-t-il si un mariage est annulé pour défaut de respect des empêchements temporaires ?

Réponse : Le mariage est déclaré nul, mais la filiation des enfants et les droits financiers tels que la dot peuvent être reconnus en cas de consommation (article 59).

496. Question : Quels sont les droits d'une épouse en période de viduité après le décès de son mari ?

Réponse : Elle a droit à une pension alimentaire, au maintien dans le logement conjugal, et à sa part d'héritage conformément aux règles de succession (article 39).

497. Question : Que prévoit le Code pour les mariages contractés sans l'enregistrement auprès des autorités compétentes ?

Réponse : Les mariages non enregistrés peuvent être reconnus rétroactivement par une décision judiciaire, si les preuves nécessaires sont apportées (article 16).

498. Question : Quels sont les droits des grands-parents dans une procédure de garde d'enfants ?

Réponse : Les grands-parents peuvent demander la garde ou un droit de visite, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et de leur capacité à répondre à ses besoins (article 54).

499. Question : Que se passe-t-il si un époux dissimule des actifs pendant une procédure de divorce ?

Réponse : Le tribunal peut inclure les actifs dissimulés dans la répartition des biens communs et imposer des sanctions pour fraude (article 49).

500. Question : Quels sont les droits des enfants nés après la dissolution d'un mariage pour abandon ?

Réponse : Les enfants nés dans un délai de 300 jours après la dissolution du mariage sont présumés être issus du mariage et conservent leurs droits à la filiation (article 154).